Montréal mardi 9 octobre 2012 Le plus grand quotidien français d'Amérique
128e année N° 291 74 pages, 6 cahiers

85 ¢ taxes en sus – Édition provinciale **95 ¢**
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

BŒUF CONTAMINÉ

XL FOODS VEUT ROUVRIR SON USINE

Pendant que le rappel de viande s'élargit de jour en jour, le géant albertain se dit prêt à relancer son exploitation. La balle est dans le camp des autorités. Les consommateurs, eux, se montrent méfiants.

MARIE-CLAUDE LORTIE
DES EXCRÉMENTS DANS VOTRE ASSIETTE
PAGES A2 ET A3

ARIANE KROL
UNE SALE HISTOIRE
DÉBATS PAGE A20

LA PRESSE

LA PRESSE EN SYRIE

LES ENFANTS DE LA GUERRE

Quelque 6000 réfugiés sont retenus dans un grand champ insalubre, à deux pas de la frontière turque. La moitié sont des enfants de moins de 6 ans. Bienvenue en enfer.

UN REPORTAGE DE MICHÈLE OUIMET ET D'EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE PAGES A18 ET A19

GRANDE ENQUÊTE

COMMENT STOPPER LES GOUROUS?

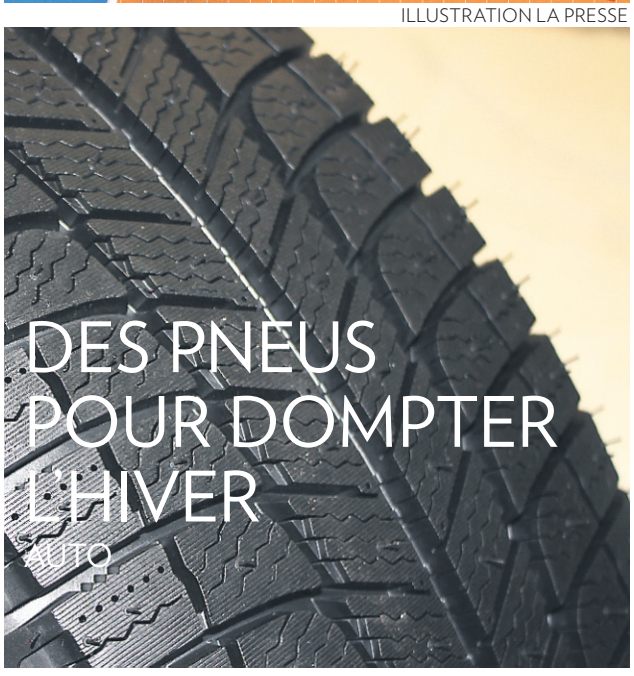
Vous avez réagi en grand nombre à notre série sur les pseudo-guérisseurs.
PAGE A14

CANADA

LES NOUVEAUX ENTREPRENEURS SE FONT RARES

AFFAIRES

ILLUSTRATION LA PRESSE



DES PNEUS POUR DOMPTER L'HIVER

AUTO

PHOTO JEAN-FRANÇOIS GUAY, COLLABORATION SPÉCIALE

PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

LA RÉCESSION QUI N'EN FINIT PLUS

Au New Jersey, la reprise économique se fait à pas de tortue. *La Presse* y a mis les pieds.
AFFAIRES

MOYEN-ORIENT

ROMNEY DÉPLORE LA « PASSIVITÉ » D'OBAMA

PAGE A16

PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

PHOTO GRAHAM HUGHES, LA PRESSE CANADIENNE

MAUVAISE PASSE POUR LES ALOUETTES

« Une performance inacceptable » contre la pire équipe de la ligue. SPORTS

AGNÈS GRUDA
OMAR KHADR, L'ÉLÈVE MODÈLE
PAGE A15

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE
Même le bœuf est corrompu.

Venez voir mon blogue! **www.lapresse.ca/laporte**

L-V 6 21924 98765 1

ALTITUDE 3045
DU BOISÉ NOTRE-DAME
CONDOS SERVICES
de 234 500$ à 1 115 000$
Être propriétaire au Boisé Notre-Dame un privilège !
FIDUCIE IMMOBILIÈRE JOYAL
LES CONSTRUCTIONS ALTITUDE 3045

INFO au 3075, boul. Notre-Dame, Laval 450.681.3055 www.boisenotredame.com
À l'image de votre style de vie…

RAPPEL DE BŒUF CONTAMINÉ À L'*E. COLI*

XL FOODS VEUT ROUVRIR SES PORTES

Clients méfiants, bouchers impuissants. Entre les deux, le plus grand rappel de viande contaminée de l'histoire canadienne qui s'étend. Ce qui n'empêche pas le géant XL Foods de vouloir relancer sa production.

PHILIPPE TEISCEIRA-LESSARD

Alors que les rappels s'accumulent et que six nouveaux cas d'infection à la bactérie *E. Coli* ont été confirmés durant la fin de semaine, la grande usine d'abattage de XL Foods en Alberta veut rouvrir ses portes.

L'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) a annoncé hier avoir reçu une demande écrite de la part de l'entreprise pour mettre fin à la suspension de son permis d'exploitation. L'usine a perdu le droit de produire du bœuf le 27 septembre à la suite d'une inspection des autorités fédérales.

« L'ACIA entamera une évaluation détaillée de l'établissement 38 de XL Foods le 9 octobre », a expliqué Martine Dubuc, chef de la salubrité des aliments du Canada. « Cette évaluation permettra de déterminer si l'établissement a corrigé les lacunes cernées pendant l'enquête approfondie. »

Toutefois, selon les fonctionnaires fédéraux, il est pratiquement impossible que du bœuf haché ou de bifteck puisse sortir de l'usine dès la fin de la journée d'aujourd'hui.

« On va prendre le temps nécessaire », a assuré M^me^ Dubuc. Elle a ajouté que la réouverture n'aurait lieu « que lorsque l'ACIA sera pleinement convaincue que l'établissement a mis en œuvre des contrôles efficaces afin de gérer les risques à la salubrité ».

De nombreux problèmes ont été détectés à la fin du mois de septembre lors de l'inspection par l'organisme fédéral : des structures qui laissaient s'échapper du désinfectant sur la viande, des nettoyages de réfrigérateurs trop peu fréquents et un thermomètre à viande qui ne fonctionnait pas adéquatement sont du nombre.

11 cas, dont 2 au Québec

Après l'Alberta et Terre-Neuve, le Québec est devenu samedi la troisième province touchée par des cas d'*E. Coli* liés à l'usine de XL Foods en Alberta.

Deux Québécois ont été infectés en septembre, mais leur cas a officiellement été lié à l'usine de XL Foods il y a trois jours seulement.

« Celles-ci [Les personnes atteintes] n'ont pas été hospitalisées et sont complètement rétablies. Ces deux cas font partie des dix cas déclarés au Canada jusqu'à ce jour », a expliqué samedi le gouvernement du Québec dans un communiqué. Aucun ministre n'a voulu commenter le dossier hier.

Le même jour, les autorités fédérales ont rapporté qu'une 11^e^ infection à la bactérie *E. Coli* avait été formellement liée aux produits de XL Foods. La victime est en Colombie-Britannique.

Des bouchers rassurants

La plus grande opération de rappel de viande de l'histoire canadienne n'inquiète pas outre mesure les bouchers montréalais joints la fin de semaine dernière par *La Presse*.

Leur approvisionnement peut être assuré par d'autres installations dans les provinces de l'Ouest et dans le nord des États-Unis, assurent-ils. Ce sont plutôt les inquiétudes des clients qui leur causent des soucis.

« Avec la façon dont on en parle à la télé, c'est sûr qu'ils posent des questions », a affirmé Frédéric Boileau, patron de la boucherie Champfleuri, avenue du Mont-Royal. Le commerçant assure qu'il ne s'approvisionnait même pas chez XL Foods. « Je pense que si les gens ne nous font pas confiance, ils n'en achèteront pas. »

D'autres recevaient effectivement de la viande de XL Foods, mais se sont assurés qu'elle ne se retrouverait pas dans l'assiette de leurs clients.

« On a vérifié ce qu'on a reçu comme lot », a expliqué Donald Audet, de La maison du rôti, qui s'approvisionnait en partie chez XL. « Les lots qu'on avait ne sont pas touchés par le rappel. Ce n'est pas notre unique fournisseur non plus. »

Parmi les grandes chaînes, on a aussi fait appel à d'autres sources d'approvisionnement.

Les marchands IGA, par exemple, sont alimentés par le géant Sobeys, leur entreprise mère.

« Les produits XL qu'ils avaient, je pense qu'ils les ont tout simplement jetés », a indiqué Louis-Vincent Fournier, boucher au marché IGA Barcelo, dans La Petite-Patrie. Les stocks qu'il reçoit proviennent d'ailleurs.

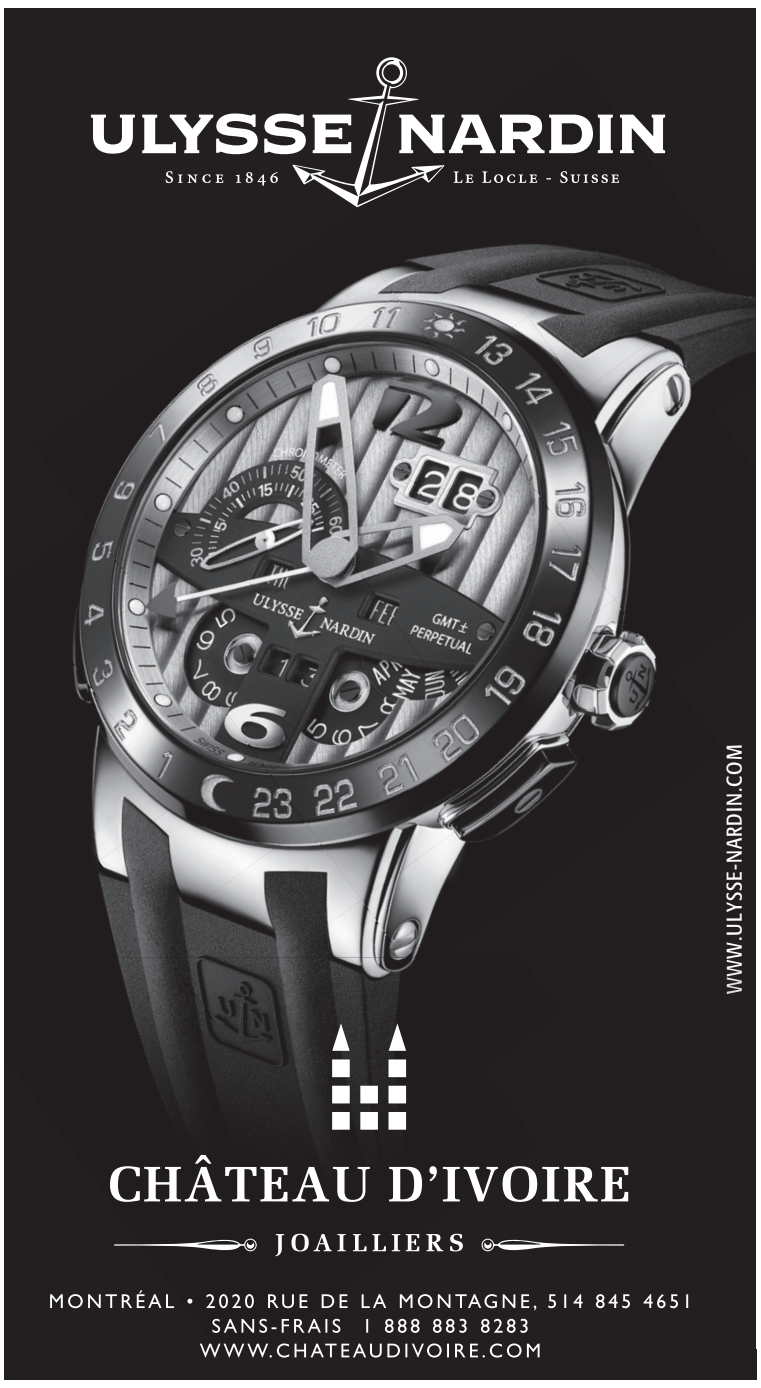


PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

SOMMAIRE

Amusez-vous!	SPORTS **8**	Loteries	A **14**
Astrologie du jour	AFFAIRES **12**	Monde	A **16 à 19**
Bourses	AFFAIRES **8**	Personnalité	AFFAIRES **14**
Débats	A **20 et 21**	Petites annonces	AFFAIRES **4 et 11**
Décès	AFFAIRES **13**	Sudoku	AFFAIRES **4**
Horaire télévision	ARTS **4**		

Météo

Généralement ensoleillé, maximum **15**, minimum **8**. AFFAIRES **11**

RAPPEL DE BŒUF CONTAMINÉ À L'*E. COLI*

PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

Comme plusieurs autres boucheries, La maison du rôti recevait de la viande de XL Foods, mais elle s'est assurée que ces produits ne se retrouveraient pas dans l'assiette de ses clients.

« Dans le doute, jetez-le ! », dit l'Agence de santé publique

Mieux vaut ne pas tenter de « sauver » les produits de bœuf visés par le rappel en les faisant bien cuire, selon l'Agence de santé publique du Canada (APSC).

« Si vous avez des produits visés par le rappel à la maison, c'est mieux de les retourner au magasin ou de les jeter », a expliqué hier Howard Njoo, responsable de la lutte contre les infections à l'APSC. L'agence fédérale recommande aussi de jeter toute viande visée même si elle est déjà cuite et de se débarrasser de tout produit de bœuf dont l'origine est incertaine. « Dans le doute, jetez-le ! », préconise l'APSC.

Rappel historique

Plus de 1800 aliments sont visés par le rappel. Si le bœuf haché et les autres pièces de viande viennent rapidement à l'esprit, la mesure peut aussi toucher des produits qui comptent du bœuf de XL Foods parmi les ingrédients. Des entreprises « ont utilisé les produits de viande et en ont fabriqué d'autres produits », a confirmé Martine Dubuc, de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA). Cette situation rend la liste complète de rappel « longue à établir », a-t-elle ajouté.

— Philippe Teisceira-Lessard

Pour connaître la liste complète des produits rappelés, rendez-vous au : www.inspection.gc.ca, sous la rubrique « Rappels les plus récents ».

Les consommateurs de plus en plus méfiants

EWAN SAUVES

Dans les supermarchés, la tension est palpable. Au moment où font surface les premiers cas d'infection à la bactérie *E. coli*, les consommateurs réclament davantage d'informations de la part des commerçants.

Au marché IGA de la rue Saint-Urbain, Diane Roy fait ses emplettes habituelles. Devant le comptoir de viandes, la cliente a toutefois un moment d'hésitation. « Je ne sais pas quel morceau est sécuritaire et lequel pourrait être contaminé, parce qu'ici, rien n'est indiqué », dénonce M^me^ Roy.

Préoccupée par la contamination du bœuf, Diane Roy – et plusieurs autres personnes interrogées – aimerait que les commerces affichent « au moins » une note de la direction qui certifie la salubrité des aliments ou assure qu'ils ne proviennent pas de l'entreprise albertaine XL Foods.

La Presse a fait le tour de quelques épiceries du centre-ville de Montréal, hier. Aucune d'entre elles ne donnait d'information quant à l'épidémie de bactérie *E. coli,* et les bouchers étaient peu loquaces sur la question.

« On ne reçoit pas de plaintes. Les gens continuent à consommer et ils ne nous posent pas de questions, a affirmé Carl Côté, directeur adjoint du IGA de la rue Saint-Urbain. Ils devraient se questionner plus sur ce qui se passe. »

Il assure toutefois que sa succursale ne fait plus affaire avec XL Foods et que tous les produits contaminés ont été retirés des tablettes.

Si M^me^ Roy achète encore du bœuf, d'autres emploient des moyens plus drastiques. C'est le cas de Stéphanie Dion, qui a tout simplement arrêté de manger tout type de viande depuis que la liste des rappels a presque triplé.

« Je ne veux pas prendre de risque, il peut y avoir eu des erreurs lors des livraisons. C'est mieux de ne pas en manger et ne rien risquer. »

« Je ne sais pas quel morceau est sécuritaire et lequel pourrait être contaminé, parce qu'ici, rien n'est indiqué. » — Diane Roy, consommatrice

Des excréments dans votre assiette

MARIE-CLAUDE LORTIE
CHRONIQUE

Il y a belle lurette que j'ai cessé d'acheter du bœuf haché au supermarché.

Plusieurs années.

Je ne me rappelle plus quand exactement j'ai pris cette décision. Par contre, je me rappelle très bien pourquoi : je venais d'apprendre que la fameuse bactérie à éradiquer par une cuisson totale et intégrale de la viande hachée, celle de la « maladie du hamburger », provenait d'excréments de bovins.

Oui. S'il faut manger nos hamburgers semelle de botte, c'est parce qu'il y a peut-être un peu de caca dedans.

Pas beaucoup, évidemment. On parle de bactéries.

Mais un peu, quand même.

La fameuse bactérie *E. coli,* la bête microscopique qui rend malade et peut même tuer, est un coliforme fécal. Une créature proliférant dans les intestins des bovins.

Si on en trouve dans la viande hachée, c'est parce que la surface de la viande, avant d'être passée à la moulinette, entre en contact avec le contenu des entrailles des animaux. Cela se passe au moment de l'abattage et du débitage de l'animal.

Évidemment, il y a des dizaines et des dizaines de règles et de procédures à respecter pour que le contact soit aussi limité que possible. Pour qu'on ne s'empoisonne pas tous les jours.

Mais voilà.

Ce n'est pas parfait.

C'est pourquoi on nous répète sans cesse de bien cuire la viande hachée d'un bord à l'autre (contrairement à la viande en pièce, qu'il suffit de bien faire griller à l'extérieur, où pourraient se trouver des bactéries). Et c'est pourquoi il y a des rappels comme celui que l'on est en train de vivre. Le plus important de l'histoire du pays.

■■■

Je ne suis pas devenue végétarienne après avoir appris tout ça sur l'*E. coli,* mais j'ai arrêté d'acheter de la viande au supermarché. Et j'ai commencé à chercher d'autres façons de me procurer de la viande. J'ai notamment trouvé un microproducteur, qui me fournit en agneau, en volailles, en chevreau. Chaque fois, presque, il me raconte ses peines à trouver un abattoir capable de faire le boulot comme il faut, avec toutes les certifications obligatoires, sans que cela ne lui coûte les yeux de la tête et rende le prix final prohibitif.

Tuer lui-même la viande à la ferme ? Même un poulet ? Interdit.

On peut comprendre pourquoi il en est ainsi. On a voulu, il y a quelques décennies, mettre de l'ordre dans la boucherie. Comme pour tant d'autres procédures liées à l'alimentation, on a décidé de faire le ménage. Mettre ça propre. Et c'est tant mieux, dans bien des cas. Qui a envie de cheveux dans sa soupe, d'aliments qui ont passé trop de temps hors du frigo, de manger des animaux dont on ne connaît pas les antécédents médicaux ?

Sauf que ce que montre ce rappel massif, c'est que ce surcontrôle n'a pas du tout mené à un monde idéal et sûr.

Je fais maintenant beaucoup plus confiance aux individus que je connais, qui me fournissent ma viande et mes légumes, même si leur échoppe n'est pas désinfectée huit fois par jour, qu'aux industriels qui nous vendent des produits passés en théorie par mille étapes pour vérifier leur supposée innocuité.

■■■

Je ne crois pas que les petits soient à l'abri de toutes les bactéries. Mais le modèle extrême inverse, avec ses éleveurs géants, ses abattoirs géants, ses réseaux de distribution géants, n'offre pas non plus une solution efficace. C'est sa force d'inertie qui est trop puissante. La crise actuelle le montre bien. Il s'est passé plus de trois semaines entre la découverte de viande contaminée par des inspecteurs américains à la frontière et la décision de l'Agence canadienne d'inspection des aliments de suspendre les activités de l'usine de transformation au centre du scandale, XL Foods.

Vous ne trouvez pas que c'est beaucoup de temps ? Surtout que les rappels de produits ont aussi tardé.

Beaucoup de temps pour que la viande fasse son chemin dans nos épiceries, nos sauces à la viande, nos boulettes… Il y a belle lurette que j'ai cessé d'acheter de la viande au supermarché, mais on a beau vouloir éviter totalement de tels produits, on finit toujours par en trouver sur son chemin, dans son assiette.

Que faire pour ne pas courir de risque ? Devenir végétarien ? Ou être végétarien à temps partiel, un nouveau modèle populaire en Californie, c'est-à-dire végétarien tout le temps sauf quand on est devant de la viande dont on sait précisément d'où elle vient et si elle est sûre ?

J'y pense.

ACTUALITÉS

Marteau a interrogé l'ex-sénateur Angus

L'escouade enquête sur un paiement douteux lié au contrat du CUSM

EXCLUSIF

VINCENT LAROUCHE
ET FRANCIS VAILLES

L'escouade Marteau a récemment débarqué chez un ex-sénateur conservateur pour l'interroger sur l'attribution à SNC-Lavalin du gigantesque contrat de construction du Centre universitaire de santé McGill (CUSM).

Selon ce qu'a appris *La Presse* de plusieurs sources, les enquêteurs ont rencontré l'ex-sénateur W. David Angus dans la foulée des perquisitions du 18 septembre au CUSM. Il se serait montré plutôt contrarié de voir les agents cogner ainsi à sa porte dans le cadre d'une enquête de l'Unité permanente anticorruption, dont l'escouade Marteau est le bras armé.

PHOTO ANDRÉ PICHETTE. ARCHIVES LA PRESSE

L'ex-sénateur conservateur W. David Angus a été président du conseil d'administration du Centre universitaire de santé McGill (CUSM) jusqu'en janvier dernier.

Président du conseil

M. Angus était président du conseil d'administration du CUSM jusqu'en janvier dernier – une tâche bénévole. Associé du cabinet d'avocats Stikeman Elliott jusqu'en 2009, il a pris sa retraite du Sénat en juillet dernier, à l'âge maximal de 75 ans. Pendant ses 19 ans au Parlement, il a été président du Comité permanent des Communes sur l'énergie, l'environnement et les ressources naturelles, membre du Comité permanent des affaires juridiques et constitutionnelles ainsi que membre du Comité sur les conflits d'intérêts des sénateurs.

L'enquête policière concerne les paiements douteux de 22 millions de dollars qui auraient été versés par des dirigeants de SNC-Lavalin dans le but d'obtenir le contrat de 1,3 milliard pour la construction du grand hôpital, comme l'a révélé *La Presse* récemment.

L'Unité anticorruption s'intéresse à des paiements de 22 millions de dollars qui auraient été versés par des dirigeants de SNC-Lavalin dans le but d'obtenir le contrat de 1,3 milliard pour la construction du CUSM.

Le contrat du CUSM a été accordé en 2010 à un consortium formé de SNC-Lavalin et de la société anglaise Innisfree. Après la construction, le consortium sera responsable de la gestion du CUSM pendant 30 ans.

Selon nos sources, la police tente notamment de vérifier si le Dr Arthur Porter, directeur général du CUSM jusqu'en décembre dernier, a été la « porte d'entrée » de SNC-Lavalin pour obtenir le projet.

Le Dr Porter, qui mène maintenant une prestigieuse carrière dans des paradis fiscaux comme les Bahamas et les îles Turks et Caicos, était coprésident du comité chargé de recommander le meilleur consortium pour la construction du CUSM.

« Pas de commentaires »

L'autre coprésident du comité était W. David Angus, qui préfère ne pas discuter des questions que les policiers lui ont posées.

« Le CUSM et moi-même sommes au courant que les autorités enquêtent sur des questions et nous coopérons avec elles aussi complètement que nous le pouvons. Nous n'aurons pas de commentaires additionnels jusqu'à la fin de cette enquête », a expliqué M. Angus.

M. Angus a invité *La Presse* à la prudence avant de tirer des conclusions sur « de bons citoyens de Montréal et des bénévoles ».

Rappelons que personne du CUSM n'a été accusé de quoi que ce soit dans cette affaire; les faits n'ont pas été prouvés en cour.

W. David Angus a quitté la présidence du conseil d'administration en janvier 2012. Aucune annonce officielle n'est venue souligner son départ et sa longue contribution au CUSM. Avant d'être nommé à ce poste, il avait présidé la corporation de l'Hôpital général de Montréal et avait siégé au conseil de la fondation de cet hôpital.

Un peu plus tôt en 2011, le *National Post* a révélé que le Dr Arthur Porter a offert au sénateur Angus le poste de consul de la Sierra Leone à Montréal. Le directeur général du CUSM se présentait lui-même comme « ambassadeur plénipotentiaire » de ce pays au Canada. M. Angus a refusé l'offre, car elle entrait en conflit d'intérêts avec ses fonctions sénatoriales.

Arthur Porter a quitté la direction de l'établissement en décembre 2011, à l'époque où les paiements douteux ont été découverts chez SNC-Lavalin.

Il ne s'est pas manifesté publiquement depuis les perquisitions de l'escouade Marteau au CUSM. Il n'a pas répondu aux messages de *La Presse*. Le *National Post* affirme l'avoir joint sur un cellulaire enregistré aux Bahamas, mais dit que le Dr Porter a raccroché avant que le journaliste ne puisse poser ses questions.

Jeudi dernier, l'entreprise de consultants qu'il a fondée à Montréal en 2010 avec l'ancien ministre de la Santé Philippe Couillard a été officiellement dissoute. M. Couillard et son avocat ont expliqué que l'entreprise n'avait jamais servi et qu'elle était demeurée une coquille vide.

Méfaits

Six camions incendiés

Six gros camions servant au transport de marchandises en vrac ont été incendiés dans la nuit de dimanche à hier dans un enclos clôturé de Repentigny, au nord-est de Montréal.

Les méfaits sont survenus vers 1 h 15 dans l'enclos situé rue Bourque, dans le secteur industriel de Repentigny.

Selon les premières constatations des enquêteurs du Service de police de Repentigny, la clôture de l'enclos a d'abord été ouverte par effraction. Par la suite, les fenêtres des camions ont été fracassées et des produits ont été utilisés pour les incendier et assurer une propagation des flammes.

Personne n'a été blessé et aucune arrestation n'a été faite.

— La Presse Canadienne

La Cour de Stephen Harper

YVES BOISVERT
CHRONIQUE

PHOTO SEAN KILPATRICK, LA PRESSE CANADIENNE
La nomination à la Cour suprême du juge Richard Wagner s'est faite de façon transparente et crédible.

Stephen Harper a maintenant nommé cinq des neuf juges de cette Cour suprême qui l'agace tellement. À la fin de son mandat, il en aura nommé sept sur neuf. Ce serait donc « sa » Cour !

Et pourtant, ce sera sans aucun résultat politique tangible…

Pour un président des États-Unis, cette situation exceptionnelle serait une occasion d'influencer profondément la politique et la société américaine.

Depuis toujours, la Cour suprême américaine est un lieu de débats politiques orageux. Depuis 40 ans, les enjeux idéologiques ont pris une importance extraordinaire dans le monde judiciaire américain (avortement, peine de mort, droits des entreprises, etc.) et chaque nomination est l'occasion d'intenses débats. La Cour se divise à peu près également entre (ultra) conservateurs et libéraux, avec un juge faisant ou défaisant les majorités dans les jugements délicats.

Au Canada ? On aurait grand peine à voir le moindre projet idéologique dans les nominations conservatrices, même si bien des membres éminents du parti critiquent bruyamment l'action judiciaire.

■■■

Encore vendredi, c'est à l'unanimité que les juges de la Cour suprême ont tranché la très controversée question de la responsabilité criminelle des personnes séropositives qui ont des relations sexuelles. Une autre décision 9-0, bien que quatre des juges soient des nominations du gouvernement conservateur.

Avant cela, une autre formation de la même cour a dit non à l'unanimité au projet de commission des valeurs mobilières fédérale. Elle a, tout aussi unanimement, empêché Ottawa de fermer un centre d'injection supervisée à Vancouver. Et lui a presque ordonné de rapatrier Omar Khadr.

Les juges changent, rien n'y fait…

■■■

Et ce n'est pas le cinquième juge nommé par Stephen Harper qui y changera quoi que ce soit. Richard Wagner a beau être le fils de Claude Wagner (candidat à la direction du Parti conservateur contre Brian Mulroney), bien malin qui pourrait lire dans ses actions ou ses jugements une filiation idéologique.

Avocat de litige parmi les plus demandés à Montréal, c'est par les libéraux de Paul Martin qu'il a été nommé à la Cour supérieure en 2004.

C'est lui qui a présidé le premier procès Norbourg et qui a infligé une peine de 13 ans de pénitencier à Vincent Lacroix.

À cette occasion, il s'était lancé dans un vibrant plaidoyer pour l'approche canadienne modérée en matière de sentences. Une réponse évidente à la soif de justice vengeresse et plus sévère cultivée par plusieurs – comment ne pas penser au sénateur Boisvenu. Et une charge contre la tentation d'américaniser la justice sous prétexte de défendre les victimes.

■■■

« Notre système de justice criminelle sanctionne les criminels et pas uniquement les crimes, écrivait Richard Wagner. L'imposition d'une peine basée uniquement sur le crime, sans évaluer le profil de son auteur, risque d'engendrer des situations inéquitables pour la société et le délinquant et ne permet pas à la peine de jouer le rôle qui lui est réservé. Ainsi, notre système ne permet pas d'imposer des peines d'emprisonnement de plusieurs centaines d'années pour des crimes financiers commis par des individus dont l'expectative de vie ne saurait dépasser les 80 ans. D'ailleurs, la peine maximale décrétée par le Parlement en semblable matière est fixée à 14 ans d'incarcération. […] Une peine d'emprisonnement de plusieurs centaines d'années n'a aucun sens pratique et ne remplit pas les objectifs recherchés. Elle peut bien réjouir la galerie mais elle risque de porter atteinte à l'intégrité d'un système de justice fondé sur des valeurs morales et sociales qu'il est essentiel de préserver. Le Tribunal souhaite que notre culture juridique et judiciaire n'emprunte jamais cette voie d'exception. »

Ce n'est pas le genre de déclaration qui rend les juges populaires dans les congrès politiques conservateurs. Et pourtant, il a été nommé par la suite à la Cour d'appel, et maintenant à la Cour suprême.

D'autres candidats auraient fort bien pu être nommés pour remplacer la juge Marie Deschamps, qui a pris sa retraite du plus haut tribunal au pays cet été. Il est vrai que le juge Wagner venait à peine d'arriver (en 2011) à la Cour d'appel, et n'y avait pas encore fait sa marque. Mais personne ne peut dire que ce n'est pas un excellent candidat.

La bonne nouvelle en effet est que la nomination des juges à la Cour suprême passe désormais par un processus transparent et crédible, qui a remplacé l'espèce d'alchimie politique qui transformait naguère les gens en juges de la Cour suprême.

Le ministre de la Justice, après consultation, soumet une liste de huit candidats à un comité de la Chambre des communes. Trois conservateurs, un libéral (Stéphane Dion) et une néo-démocrate (François Boivin) sélectionnent les trois meilleurs. Et le premier ministre choisit dans cette liste. Paul Martin avait instauré un comité, mais beaucoup plus lourd et compliqué. Celui-ci a le mérite d'être plus efficace.

Même le Nouveau Parti démocratique a applaudi le caractère non partisan de la sélection.

Tout cela ne fait que renforcer la crédibilité des nominations et de l'institution judiciaire, en la mettant à l'abri d'une tentative de « paquetage » de la Cour suprême. C'est tout à l'honneur de Stephen Harper, d'autant plus qu'on sait le peu d'affection qu'il a pour la jurisprudence de la Cour…

Il ne reste plus qu'à instaurer un système aussi serré pour les nominations (généralement bonnes, mais pas toujours excellentes) aux tribunaux inférieurs…

Pour joindre notre chroniqueur : **yves.boisvert@lapresse.ca**

POLITIQUE

Sommet de la francophonie Première rencontre avec Harper

Marois ne veut pas de « chicane devant la visite »

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Pauline Marois n'aura pas le couteau entre les dents et ne fera pas d'« esclandre » à l'occasion de sa première rencontre avec Stephen Harper, cette semaine à Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC). Elle laissera à la maison sa « liste d'épicerie » à l'intention du gouvernement fédéral.

La première ministre du Québec et son homologue fédéral se rencontreront pour la première fois à l'occasion du 14e Sommet de la francophonie, qui se déroulera dans la capitale congolaise, du 12 au 14 octobre. Pauline Marois juge que le contexte ne se prête pas au dépôt de « demandes précises » à M. Harper. Elle veut que cette « première prise de contact » soit « positive, sereine, mais claire quant aux intentions » de son gouvernement « souverainiste ».

« Il n'y aura pas de liste d'épicerie et il n'y aura pas de coup d'éclat. J'ai l'habitude de dire qu'on ne se chicane pas devant la visite », a-t-elle affirmé hier lors d'une entrevue accordée à *La Presse*.

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

Pauline Marois souhaite un premier contact « positif » avec M. Harper.

Elle réserve ses revendications pour une autre rencontre. Elle souhaite notamment rapatrier le programme d'assurance-emploi et tous les pouvoirs en matière de culture, de communications et de langue. « Je vais rappeler à M. Harper ce qu'il sait déjà: nous sommes une formation politique qui veut faire la souveraineté. Cependant, ce que nous souhaitons pouvoir faire ensemble, c'est que nos intérêts soient défendus. Je vais défendre les intérêts du Québec, le respect de nos compétences. J'aurai l'occasion éventuellement, pas cette fois-ci, de lui indiquer ce que je souhaite de plus pour le Québec », a-t-elle souligné.

Pauline Marois n'entend pas non plus utiliser la tribune du Sommet de la francophonie – rare instance internationale où le Québec parle de sa propre voix – pour faire la promotion de la souveraineté. « Ce n'est pas prévu que je parle de la question nationale », a-t-elle indiqué.

Au cours de l'assemblée plénière, elle insistera plutôt sur « le respect des droits de la personne », alors que le pays hôte du Sommet n'est pas un modèle en la matière.

« Si on était muets à Kinshasa [sur cette question], je serais mal à l'aise et probablement que je n'y serais pas allée. Mais on ne sera pas muets », a-t-elle assuré.

Le président Joseph Kabila a été réélu l'an dernier à la suite d'un scrutin controversé. L'Organisation des Nations unies (ONU) a condamné « les violations graves des droits de l'homme commises par les forces de sécurité congolaises » lors des élections. L'Union européenne a pour sa part conclu que les résultats « ne sont pas crédibles », en raison de nombreuses irrégularités et fraudes.

Pauline Marois n'a pas de rencontre avec Joseph Kabila à son programme. Elle s'entretiendra toutefois avec des représentants de partis de l'opposition – qui préparent des manifestations en marge du Sommet. Elle rencontrera des organisations non gouvernementales (ONG) comme La Voix des sans voix et Human Rights Watch.

« On ne camoufle pas le fait qu'il y a des problèmes en RDC, et que ces problèmes doivent être abordés franchement et surtout, corrigés. Je me sens plus confortable dans cette perspective », a expliqué Mme Marois. Notons que la RDC (environ 70 millions d'habitants) est le pays le plus populeux du monde à avoir le français comme langue officielle.

Le discours en plénière de Mme Marois portera également sur la promotion de la langue française. Les 56 États et gouvernements membres de l'Organisation internationale de la francophonie doivent adopter une politique de défense et de promotion du français dans le monde. Ce sera une première, ironiquement.

Pauline Marois s'envolera pour Kinshasa, demain, tout de suite après la réunion de son Conseil des ministres. Après le Sommet, elle mettra le cap sur Paris pour sa première visite officielle en France. Elle rencontrera le président François Hollande à l'Élysée. On s'attend à ce qu'il renoue avec la politique traditionnelle du « ni-ni » à l'égard du Québec (« non-ingérence, non-indifférence »). Son prédécesseur Nicolas Sarkozy l'avait mise au rancart en associant la souveraineté au « sectarisme » et à « l'enfermement sur soi ». Une « rupture » dans les relations France-Québec, estime Mme Marois. Sa rencontre avec M. Hollande permettra selon elle de « renouer les liens » et de « normaliser nos relations ». Parmi ses autres activités, elle prononcera un discours devant le Mouvement des entreprises de France (MEDEF), principale organisation patronale du pays.

Laval-des-Rapides
Nouvelle politique instaurée par Léo Bureau-Blouin

Dossiers déchiquetés, messages vocaux supprimés : la transition politique entre l'ex-député libéral Alain Paquet et Léo Bureau-Blouin ne s'est pas faite sans obstacles. Pour protéger les « dossiers citoyens » des aléas politiques, le nouveau député de Laval-des-Rapides s'engage à interdire leur destruction.

Au lendemain de son élection à l'Assemblée nationale, le 4 septembre dernier, Léo Bureau-Blouin a réalisé avec stupéfaction que tous les dossiers et les classeurs – qui contenaient des informations sur les citoyens de Laval-des-Rapides – avaient disparu.

« Ils ont tous été détruits, du plus petit au plus gros, déplore M. Bureau-Blouin. Prenons quelqu'un qui est un accidenté du travail : il y a peut-être déjà des discussions qui avaient été effectuées auprès de la CSST, déjà des téléphones qui avaient été faits. Là, on doit refaire venir la personne au bureau, repasser de A à Z tout son dossier. C'est une perte de temps. »

Le député s'oppose à une telle pratique et compte bien remédier à la situation. Il n'ira pas jusqu'à déposer un projet de loi en Chambre, dit-il, mais il veut instaurer une nouvelle procédure dans tous les bureaux de circonscription.

À Laval-des-Rapides, on fonctionne déjà autrement. Chaque visiteur est invité à remplir un formulaire expliquant la raison de sa venue. Au bas du formulaire, il doit indiquer s'il accepte que son dossier soit conservé par une nouvelle administration.

« Il faut mettre l'intérêt du citoyen devant celui du parti politique. »

Mais les surprises ne se sont pas arrêtées là. En plus de ne pas trouver la clé du local, Léo Bureau-Blouin a aussi perdu tous les messages vocaux des citoyens, car son prédécesseur ne lui a pas laissé le mot de passe. « J'ai réalisé qu'arriver en fonction quand on est un nouveau député, c'est un parcours à obstacles. Je veux proposer des gestes simples qui permettraient une transition beaucoup plus adéquate. »

Le député péquiste ajoute que depuis sa nomination, il n'a eu aucun échange avec Alain Paquet. Aucune rencontre n'a eu lieu, pas même un coup de fil. « On s'est salués mutuellement le jour de l'élection à travers les médias, pour saluer nos parcours respectifs, mais il n'y a pas eu de prise de contact. »

— Ewan Sauves

FRANCOPHONIE

Abdou Diouf vante le Québec

LA PRESSE CANADIENNE

PARIS — À quelques jours de l'ouverture du sommet de Kinshasa en République démocratique du Congo, vendredi, le secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), Abdou Diouf, vante la constance de l'engagement francophone du Québec.

Ce 14e sommet francophone marquera la première sortie internationale de Pauline Marois. Il sera aussi l'occasion d'une première rencontre entre la nouvelle première ministre et son homologue fédéral Stephen Harper. Mme Marois y verra également le président français François Hollande, qui la recevra par ailleurs à Paris la semaine suivante.

À l'OIF, on tient pour acquis que le retour des souverainistes au pouvoir ne modifiera pas les équilibres au sein de la famille francophone, où le Québec parle de sa propre voix.

« Il y a une constance [québécoise] par rapport à la francophonie. Je dis toujours que si tout le monde était aussi engagé que le Québec, la francophonie se porterait beaucoup mieux », a déclaré M. Diouf à La Presse Canadienne.

L'ancien président du Sénégal, qui avait accueilli le troisième sommet en 1989 à Dakar, a côtoyé plusieurs premiers ministres québécois dans sa longue carrière. Mais comme Bernard Landry a quitté le pouvoir en 2003 quelques mois seulement après sa nomination à titre de secrétaire général, c'est essentiellement avec Jean Charest qu'il a travaillé, à la faveur d'un « compagnonnage extraordinaire ».

PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

Abdou Diouf n'a que de bons mots pour l'engagement francophone de la province. « Je dis toujours que si tout le monde était aussi engagé que le Québec, la francophonie se porterait beaucoup mieux », a-t-il déclaré.

De la même manière, Abdou Diouf s'attend à entretenir de « très bons rapports » avec Mme Marois, qui a « toujours fait preuve de beaucoup d'engagement en faveur de la francophonie ». Ils se sont d'ailleurs vus en juillet dernier à Montréal, deux mois avant les élections, rappelle-t-on.

Un sommet compliqué

La première ministre entreprendra sa visite à Kinshasa demain, pour une série de rencontres préparatoires de différentes instances francophones. Pendant le sommet, en fin de semaine, elle doit notamment faire une intervention sur la défense du français.

« La seule plus-value incontestable de la francophonie, c'est la langue française, dit Abdou Diouf en citant Léopold Senghor, père de la francophonie. Il ne faut surtout pas scier la branche sur laquelle nous sommes assis. Nous avons une langue en partage, mais si on la laisse mourir à petit feu, à la fin, nous ne serons plus unis par rien. Quelle sera alors notre légitimité ? »

Les discussions des chefs d'État et de gouvernement francophones risquent toutefois d'être occultées par la situation intérieure en RDC. En recevant le sommet, Kinshasa rattrape un rendez-vous raté : en 1991, l'événement avait été déplacé à Paris en raison des violations des droits de la personne du régime Mobutu.

Or, 21 ans plus tard, la RDC n'est toujours pas un modèle de vertu démocratique. Pour le président Joseph Kabila, réélu il y a un an lors d'une élection entachée d'irrégularités, le sommet est une vitrine. L'opposition, qui dénonce la tenue du sommet, entend faire entendre sa voix et appelle la population à manifester.

Dans ce contexte, ce 14e Sommet de la francophonie a été « très complexe » à organiser, reconnaît Abdou Diouf, qui n'ignore pas que « les différents observateurs ont porté un jugement négatif » sur le déroulement des élections. Le secrétaire général défend cependant la décision de maintenir la rencontre des dirigeants francophones.

« Ce n'est pas comme si on rendait une visite officielle d'État au président de la RDC. C'est une réunion institutionnelle de la francophonie qui se tient dans un de ses pays membres. Ce qui est le plus important, c'est la substance du sommet. »

Politique

D'autres appuis pour Raymond Bachand

Trois députés libéraux, dont deux anciennes ministres, ont confirmé hier leur appui à Raymond Bachand dans la course à la succession de Jean Charest au Parti libéral du Québec.

Proche de M. Bachand depuis des années, Marguerite Blais, ex-ministre des Aînés, appuiera son collègue. Elle l'avait déjà laissé entendre il y a quelques semaines, en rappelant qu'elle serait fidèle en amitié. Elle a travaillé pendant plusieurs années chez Metro-Richelieu, société qui comptait M. Bachand parmi ses dirigeants.

Nicole Ménard, ancienne ministre du Tourisme, et Emmanuel Dubourg, député de Viau, appuieront aussi l'ex-ministre des Finances.

— Denis Lessard

Économie

Le mouvement coopératif comme rempart devant la crise

Le premier Sommet international des coopératives 2012 qui réunit près de 2800 participants de 91 pays s'est ouvert hier à Québec en se donnant pour objectif de convaincre que son modèle économique est un moyen efficace de résister à la crise.

« Le mouvement coopératif porte en lui un espoir extraordinaire pour bâtir un monde meilleur. Il porte en lui des outils de développement des personnes et de l'économie [...] Il a traversé les crises sans trop de turbulences », a souligné lors d'une conférence de presse Monique Leroux, présidente du Mouvement Desjardins, organisation de coopératives et institution financière majeure au Canada, à l'initiative du sommet.

« Neuf études scientifiques inédites vont être dévoilées au sommet et appuyer de façon éclatante notre propos », a-t-elle annoncé. Organisé pour la première fois, ce sommet des coopératives veut être le porte-voix d'une économie « sociale et solidaire » qui emploie quelque 100 millions de personnes dans le monde, selon des estimations.

— Agence France-Presse

SUBARU
Confiance et évolution

QUEL QUE SOIT VOTRE STYLE, LA TOUTE NOUVELLE SUBARU XV CROSSTREK VOUS COMBLERA.

À la fois urbaine et d'aventure, la nouvelle Subaru XV Crosstrek est aussi à l'aise sur une petite route de campagne que sur un grand boulevard. De conception supérieure à tout autre véhicule multisegment, nous l'avons dotée de caractéristiques uniques : système de traction intégrale symétrique à prise constante Subaru, capacité de remorquage de 1500 lb, garde au sol supérieure, dynamique de conduite sportive et économie d'essence en tête de catégorie. Pour en découvrir plus, visitez subaru.ca

VÉHICULE D'INGÉNIERIE JAPONAISE
TRACTION INTÉGRALE SYMÉTRIQUE

SUBARU XV CROSSTREK
À l'achat au comptant à partir de
26 205 $*
Transport et préparation inclus, taxes en sus
Financement et location disponibles

XV CROSSTREK
Économie d'essence (l/100 km)Δ
CVT Lineartronic® | Ville 8,2 / Route 6,0
5MT | Ville 8,9 / Route 6,7
Indice d'octane recommandé : 87
Données estimatives

Δ Il est possible de parcourir jusqu'à 1 000 km avec un seul plein de carburant selon les cotes de consommation de carburant établies par Ressources naturelles Canada de 6,0 l/100 km (route) pour une Subaru XV Crosstrek 2013 équipée de la transmission automatique à variation continue et dotée d'un réservoir d'essence d'une capacité de 60 litres. La consommation de carburant réelle variera selon les conditions routières, les habitudes de conduite du conducteur et la charge du véhicule. * À l'achat au comptant à partir de 26 205 $, taxes en sus, pour la XV Crosstrek Groupe Tourisme 2013 (DX1-TP), à transmission manuelle. Le modèle illustré est le XV Crosstrek Groupe Limited 2013 (DX1-LP) offerte à l'achat au comptant à partir de 30 705 $. Dépôt de sécurité 0 $. À l'achat, les frais de transport et de préparation (1 595 $) ainsi que les taxes sur le climatiseur (100 $) et sur les pneus neufs (15 $) sont inclus. Le concessionnaire peut offrir un prix moindre ou encore devoir faire une commande ou un échange. Offre applicable sur approbation de crédit chez les concessionnaires participants seulement. Le véhicule est montré à titre indicatif seulement et peut ne pas être équipé tel qu'illustré. Pour plus d'information sur cette offre, voyez votre concessionnaire Subaru participant.

ACTUALITÉS

HÔPITAL DU SACRÉ-CŒUR

La vétusté des lieux surprend le nouveau DG

DAPHNÉ CAMERON

Le nouveau directeur général de l'hôpital du Sacré-Cœur promet de s'attaquer à la vétusté des équipements de son établissement. Quelques semaines après son arrivée en poste, le Dr Pierre Gfeller se dit même étonné de l'état dans lequel se trouve l'hôpital construit en 1924.

« Je savais que Sacré-Cœur était vétuste, mais c'est encore plus vétuste que je pensais », a-t-il expliqué lors d'une entrevue avec *La Presse*. « Je me suis beaucoup promené dans le réseau et je n'ai jamais vu une situation de vétusté comme celle-là. Je suis surpris qu'en 2012, ça existe encore. »

Le Dr Gfeller explique que la majorité des locaux sont dans leur état original. À l'heure actuelle, seulement 10 % des chambres ont une toilette privée et seulement le tiers ont un système d'oxygène intramural. Le quart des chambres hébergent de trois à cinq patients. Seulement 40 % des lits d'hôpital sont à commandes électriques – et ce n'est pas par manque d'argent, mais plutôt parce que le système électrique de l'hôpital n'a pas la capacité d'en absorber davantage. « C'est quand même exceptionnel, il n'y a pas beaucoup de situations comme celles-là dans le parc immobilier du réseau de la santé québécois », souligne le Dr Gfeller, médecin de famille de formation et gestionnaire en santé depuis 10 ans. « Lorsque cinq patients se partagent une toilette, on s'approche du contexte auberge de jeunesse des années 70 ! », affirme-t-il.

PHOTO FOURNIE PAR L'HÔPITAL DU SACRÉ-COEUR

Le Dr Pierre Gfeller dit n'avoir jamais vu un hôpital en si mauvais état.

Plusieurs missions

L'hôpital du Sacré-Cœur joue un rôle bien particulier dans le réseau de la santé.

Il dessert la population locale des quartiers Bordeaux et Cartierville, de l'arrondissement de Saint-Laurent, ainsi que celle de l'ouest de Laval – ville ne comptant qu'un seul hôpital.

« On s'approche du contexte auberge de jeunesse des années 70 ! »
— Dr Pierre Gfeller, directeur général

L'établissement est aussi un chef de file en matière de traumatologie. Il accueille entre 3000 et 3500 polytraumatisés chaque année. Les accidentés de la route sont généralement transférés à cet hôpital en raison de son emplacement stratégique, près de quatre axes routiers d'importance.

C'est également à Sacré-Cœur que sont dirigés les habitants de la région des Laurentides qui ont besoin de soins surspécialisés, comme la cardiologie et la pneumologie.

L'hôpital dessert donc potentiellement un bassin de 800 000 personnes, soit le dixième de la population du Québec.

Environ 2200 accouchements y sont faits annuellement, mais il y aurait quelque 4000 naissances dans les secteurs desservis par l'hôpital. En ce moment, les chambres de naissance accueillent deux mères à la fois et ne permettent pas l'hébergement des pères.

Afin de répondre aux besoins de la région, qui connaît une croissance démographique, et d'améliorer l'établissement, qui cache mal le poids des années, un plan immobilier de 450 millions a été élaboré.

En avril, l'ancien ministre de la Santé Yves Bolduc a annoncé la construction d'un nouveau Centre intégré de traumatologie, pouvant accueillir des patients d'ici 2015, ainsi qu'un nouveau centre mère-enfant. Une enveloppe de 40 millions a été accordée pour la première phase de ce projet, qui en compte quatre. On attend toujours le coup d'envoi du ministère de la Santé pour amorcer les travaux de la première phase. « J'espère que les dirigeants vont comprendre qu'on a besoin d'un signal bientôt. Nous avons un bon contact avec les décideurs, ça chemine bien, mais on aimerait avoir un signal pour nos équipes qui ont travaillé fort au cours des deux dernières années… Le travail de redressement de l'institution a été fait. »

On ne sait pas encore si les autres phases seront financées. Si tout va de l'avant, il faudra environ 10 ans pour que l'hôpital atteigne les normes actuellement en vigueur dans les nouveaux hôpitaux, estime le Dr Gfeller.

Renforcer les liens

Lors de sa première entrevue médiatique, le Dr Gfeller a également affirmé vouloir un partenariat plus serré entre les médecins et l'administration de l'hôpital.

En 2010, une véritable crise a secoué l'hôpital du Sacré-Cœur lorsque les 152 membres du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens (CMDP) de l'établissement ont voté à la quasi-unanimité pour exiger la démission du directeur général de l'époque, Michel Larivière. Plusieurs autres membres du conseil d'administration ont claqué la porte au cours de la même période.

« Je n'étais pas là en 2010, mais il est clair qu'il y a eu un bris de confiance entre l'équipe médicale et l'équipe de gestion qui était en place. On va donc travailler là-dessus », assure-t-il.

« La qualité des services que l'on donne est liée à la façon dont le personnel est traité. Je veux qu'on soit près de notre personnel. J'ai déjà demandé à nos cadres intermédiaires d'être davantage sur le terrain. »

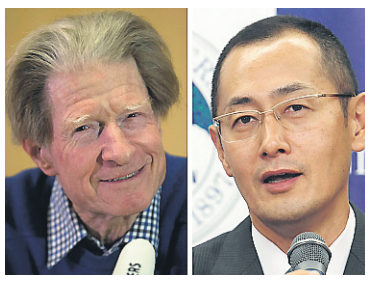


PHOTO ASSOCIATED PRESS

John Gurdon et Shinya Yamanaka.

Nobel de médecine
Deux généticiens lauréats

STOCKHOLM — Le prix Nobel de médecine 2012 a été décerné hier, à Stockholm, à un Japonais et à un Britannique pour leurs travaux prouvant que les cellules souches peuvent créer tous les types de tissus du corps humain en se passant d'un embryon.

Le biologiste John Gurdon, 79 ans, et le médecin chercheur Shinya Yamanaka, 50 ans, ont obtenu le prix à la suite de leurs recherches sur la reprogrammation nucléaire, une technique qui permet de transformer des cellules adultes spécialisées en cellules souches non spécialisées.

Grâce à leurs avancées, ces cellules remplacent avantageusement les cellules souches embryonnaires, qui posent des problèmes éthiques.

Les lauréats succèdent à l'Américain Bruce Beutler, au Français Jules Hoffmann et au Canadien Ralph Steinman, récompensés en 2011 pour leurs travaux sur le système immunitaire.

La médecine est le premier prix Nobel décerné en 2012. Il sera suivi de la physique, aujourd'hui, de la chimie, demain, de la littérature, jeudi, et de la paix, vendredi. Le prix Nobel de l'économie sera le dernier remis, lundi prochain.

— Agence France Presse

Montérégie
Un mort et trois blessés graves à Saint-Liboire

Pour une raison inconnue, un camion s'est retrouvé en sens inverse et a percuté une voiture, hier après-midi, à Saint-Liboire. La conductrice de la voiture, âgée de 17 ans, n'a pas survécu à l'impact. Ses frères, âgés de 14 et 16 ans, ont subi de graves blessures, tout comme le conducteur du camion. La distraction pourrait avoir causé cet impact tragique.

— La Presse Canadienne

PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

Environ 5000 personnes ont pris part au 22e festival Black & Blue.

Festival Black & Blue
Un déficit envisageable

Le 22e festival Black & Blue de Montréal pourrait être déficitaire, craignent les organisateurs. L'événement pourrait donc ne pas être en mesure de remettre des fonds à des organismes de prévention contre le sida.

Quelque 7000 fêtards étaient attendus, mais ils n'ont finalement été que 5000 à se déhancher sur les pistes de danse du Palais des congrès de Montréal, en fin de semaine dernière.

Hier matin, une certaine déception était palpable au comité organisateur. « Je pense qu'on va être dans le déficit », a indiqué la porte-parole Mélanie Roy, qui a rappelé les coûts importants liés à la location du Palais des congrès, ainsi que les dépenses liées à la chaîne stéréo et au système d'éclairage. Les responsables feront le décompte au cours des « prochains jours ».

— Ewan Sauves

Location 60 mois à 0,9%

Corolla CE 2012
Louez-la à partir de
169 $* /mois
Location 60 mois
Transport et préparation inclus
(droits, TPS et TVQ en sus)

Matrix 2012
à traction avant
Louez-la à partir de
189 $* /mois
Location 60 mois
Transport et préparation inclus
(droits, TPS et TVQ en sus)

RAV4 2RM 2012
Louez-le à partir de
272 $* /mois
Location 60 mois
Transport et préparation inclus
(droits, TPS et TVQ en sus)

ROULEZ EN TOYOTA,
OU ASSEYEZ-VOUS À CÔTÉ DE MOI.

Financement à 0% à l'achat sur 72‡ MOIS

TOYOTA SERVICES FINANCIERS PEA PROTECTION EXTRA-ATTENTIVE Programme Toyota pour diplômés**

Remise additionnelle disponible avec le programme FAITES DE L'AIR!†

Programmes de location au détail et de financement à l'achat de Toyota Canada inc. conditionnels à l'approbation du crédit par Toyota Services Financiers. L'immatriculation, les assurances, les taxes et les droits sont en sus. Sous réserve des conditions applicables, les offres s'adressent aux particuliers qui achètent ou louent un véhicule entre le 2 et le 31 octobre 2012 chez un concessionnaire participant de la grande région de Montréal où vous pouvez obtenir tous les détails. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. * Offres applicables aux modèles Corolla CE manuelle 2012 (BU42EM AA), Matrix manuelle 2012 à traction avant (KU4EEM AA) et RAV4 2RM2012 (ZF4DVP AA) de base neufs en stock. Les mensualités tiennent compte de la remise de 1 750 $ (Corolla CE manuelle 2012 BU42EM AA et Matrix manuelle 2012 à traction avant KU4EEM AA) et de la remise de 750 $ (RAV4 2RM 2012 ZF4DVP AA). Franchise annuelle de 20 000 km. Frais de 0,07 $ / 0,07 $ / 0,10 $ du kilomètre excédentaire. Le montant exigé avant le début de la période de location est de 169 $ / 189 $ / 272 $. Les prix suggérés du fabricant des modèles Corolla CE manuelle 2012 (BU42EM AA), Matrix manuelle 2012 à traction avant (KU4EEM AA) et RAV4 2RM2012 (ZF4DVP AA) de base neufs en stock sont de 16 915 $ / 18 260 $ / 26 600 $, montants qui incluent des frais de transport et de préparation de 1 465 $ / 1 465 $ / 1 635 $ et la taxe sur le climatiseur de 0 $ / 0 $ / 100 $. ‡ Offre de financement à l'achat à un taux de 0 % sur 72 mois sur les modèles de base neufs en stock Corolla CE manuelle 2012 (BU42EM AA), Matrix manuelle 2012 à traction avant (KU4EEM AA) et RAV4 2RM 2012 (ZF4DVP AA). À titre d'exemple, un montant de 20 000 $ financé sur 72 mois à 0 % donne des mensualités de 277,78 $ pour des frais de crédit de 0 $ et une obligation totale de 20 000 $. † Une initiative de l'AQLPA soutenue par le gouvernement du Québec par l'intermédiaire du Fonds vert. Pour plus d'information, visitez le www.faitesdelair.org. ** La remise aux diplômés (jusqu'à 500 $) peut différer selon le modèle.

toyotaquebec.ca
LES CONCESSIONNAIRES DU QUÉBEC
TOYOTA
faire toujours mieux

ACTUALITÉS

Vague d'évasions de prison dans la couronne nord

PHILIPPE TEISCEIRA-LESSARD

Un meurtrier derrière les barreaux depuis 32 ans est devenu dimanche le troisième détenu à s'échapper d'un pénitencier de la couronne nord de Montréal en une dizaine de jours.

Gilles Meloche, qui a été déclaré coupable d'un meurtre au second degré dans les années 80, était détenu à l'établissement Montée Saint-François, à Laval.

« Ce sont des événements qui sont inhabituels. On n'a pas établi de lien entre les événements », a expliqué Serge Abergel, porte-parole de Service correctionnel Canada. « On se penche sur la situation [...]. Pour l'instant, ça semble vraiment être une coïncidence. » Le porte-parole a ajouté qu'au Québec, six détenus s'étaient échappés d'un établissement fédéral dans les 12 derniers mois, en incluant les trois récentes évasions.

M. Abergel a toutefois tenu à souligner qu'il s'agit tous de détenus emprisonnés dans des pénitenciers à sécurité minimale, ce qui indique qu'ils présentent un « faible risque pour la sécurité du public ».

Gilles Meloche

C'est dimanche soir que les gardiens de la Montée Saint-François ont rapporté la dernière évasion.

« Vers 22 h 45, lors d'un décompte officiel des détenus, le personnel de la Montée Saint-François a découvert que le détenu Gilles Meloche manquait à l'appel », a résumé Serge Abergel.

M. Meloche a été condamné à une peine indéterminée pour meurtre au second degré. « Ça représente une peine maximale », a indiqué le porte-parole fédéral. Ça signifie que le détenu est sous la responsabilité du pénitencier « pour le reste de ses jours », a-t-il ajouté.

« On se penche sur la situation [...]. Pour l'instant, ça semble vraiment être une coïncidence. »
— Serge Abergel, porte-parole de Service correctionnel Canada

Selon des documents d'archives, Gilles Meloche a participé à l'enlèvement d'un automobiliste qu'un complice a plus tard étranglé à mort dans un chalet de Val-Alain, près de Québec.

Le détenu a ensuite multiplié les écarts de conduite derrière les barreaux.

Deux détenus en liberté

En plus de Gilles Meloche, un autre fuyard était toujours en liberté au moment de mettre sous presse.

Le détenu Philippe Pelletier s'est évadé de la Montée Saint-François le 3 octobre dernier. Il purgeait depuis 2010 une peine de six ans de détention, notamment pour vol qualifié et possession d'arme. Selon les autorités fédérales, l'homme de 32 ans mesure 178 cm (5 pi 10 po), a les yeux et les cheveux bruns et arbore un tatouage de soleil dans le dos.

Un autre détenu qui se trouvait derrière les barreaux dans la couronne nord de Montréal a été rattrapé la semaine dernière. Alex Michaud-Robitaille, 27 ans, s'était enfui du pénitencier de Sainte-Anne-des-Plaines à la fin du mois de septembre.

ENTREFILETS

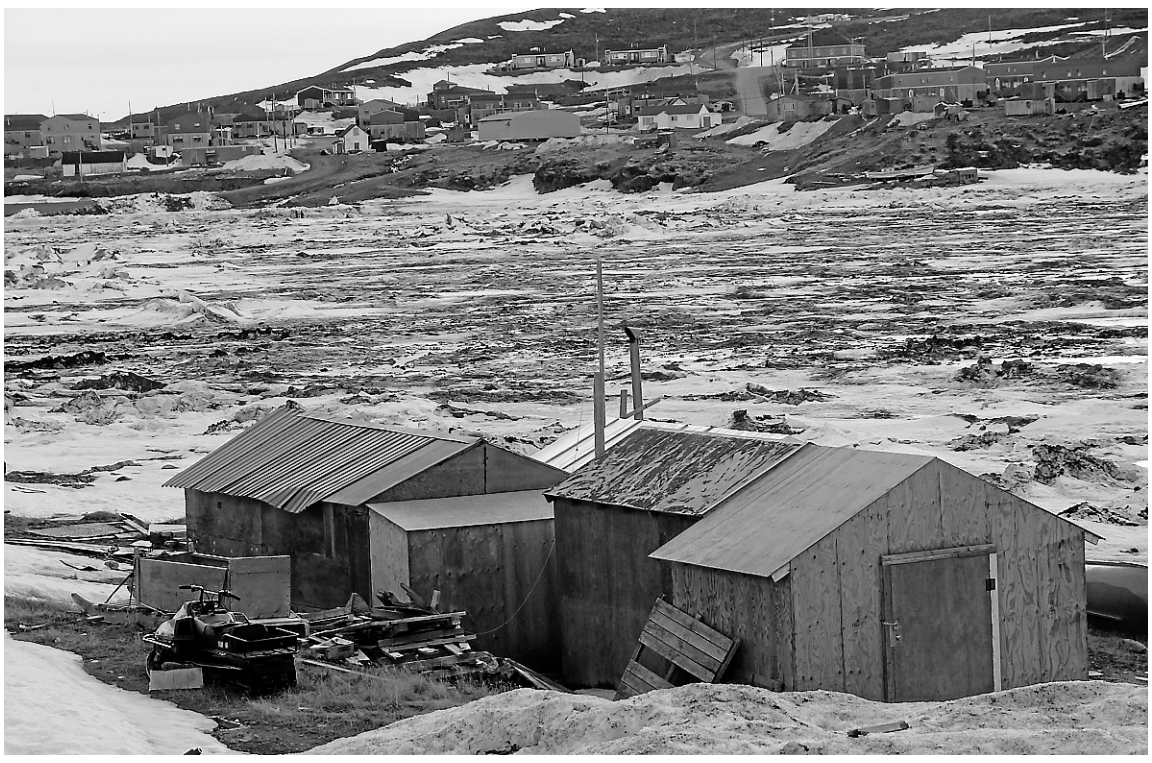


PHOTO AGNÈS GRUDA, ARCHIVES LA PRESSE

La tournée du FRAPRU s'amorcera le 12 octobre au Nunavik.

Droit au logement
Consultations partout au Québec

Une commission populaire itinérante sillonnera les 17 régions administratives du Québec au cours des prochaines semaines afin d'enquêter sur le droit au logement. L'organisateur de cette tournée de consultations, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), souhaite démontrer aux gouvernements fédéral et provincial que les problèmes de logements sont bien présents et variés au Québec. Le coordonnateur du Frapru, François Saillant, croit que le gouvernement du Québec a une attitude de « banalisation » à l'égard de ce problème.

Il indique que le gouvernement fédéral de Stephen Harper a réduit ses investissements et que le gouvernement provincial, même s'il a promis de construire 15 000 logements sociaux de plus, n'en fait pas assez pour la demande qui ne cesse de croître.

— La Presse Canadienne

Incendie criminel à Amos
Processus d'extradition en cours

Le processus d'extradition de Justin Bresaw est en cours, mais les autorités ne savent toujours pas quand il rentrera au Canada. L'homme est soupçonné d'avoir allumé un incendie criminel qui a fait trois morts à Amos, en Abitibi, il y a un peu plus de deux semaines. Il pourrait aussi être accusé aux États-Unis d'avoir violemment résisté à son arrestation et de voies de fait sur un agent de la paix en Floride, ce qui risque de retarder son retour au pays. Une fois revenu en sol canadien, il devra vraisemblablement faire face à trois chefs d'accusation de meurtre prémédité et à un autre d'incendie criminel.

— La Presse Canadienne

Justin Bresaw

Financement de Radio-Canada
Le syndicat demande une commission indépendante

Dans un mémoire déposé vendredi dernier, le Syndicat des communications de Radio-Canada (SCRC) demande au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) de créer une commission indépendante qui aurait comme mission d'examiner et de fixer les paramètres du financement du diffuseur public. Cette requête a été présentée dans le cadre des audiences publiques du CRTC sur le renouvellement des licences de la Société Radio-Canada, qui débuteront le 19 novembre. Le SCRC juge que le financement provenant du gouvernement n'est pas suffisant. Il souligne notamment que la société d'État fait de plus en plus appel à des jeux-questionnaires et à des reprises d'émissions parce qu'il s'agit d'une programmation très peu coûteuse. — La Presse Canadienne

Le solde d'automne de Mercedes-Benz se poursuit.

Le temps est venu de prendre le contrôle grâce à la traction intégrale 4MATIC[MC].

3 MENSUALITÉS GRATUITES[2] POUR UNE DURÉE LIMITÉE

LE MODÈLE C 300 4MATIC[MC] 2013. PRIX TOTAL[1] : 42 205 $**

- Moteur V6 plus puissant, de nouvelle génération, développant 248 ch
- Système de traction intégrale en permanence 4MATIC[MC]
- Économie d'essence améliorée grâce à la fonction démarrage/arrêt ECO

FINANCEMENT À L'ACHAT 1,9 %* DURÉE DE 60 MOIS | TAUX À LA LOCATION 2,9 %* BAIL DE 48 MOIS | PAIEMENTS MENSUELS 428 $* VERSEMENT INITIAL 4 700 $**

[1] Taxes en sus.

LA TOUTE NOUVELLE GLK 350 4MATIC[MC] 2013. PRIX TOTAL[1] : 47 115 $**

- Nouveau moteur V6 CGI économique de 3,5 L développant 302 ch
- Système de traction intégrale en permanence 4MATIC[MC]
- Fonction démarrage/arrêt ECO

FINANCEMENT À L'ACHAT 0,9 %* DURÉE DE 60 MOIS | TAUX À LA LOCATION 1,9 %* BAIL DE 39 MOIS | PAIEMENTS MENSUELS 498 $* VERSEMENT INITIAL 5 470 $**

[1] Taxes en sus.

4matic.ca CONTRÔLE 4MATIC

Mercedes-Benz

Une marque de Daimler

Montréal
Automobiles Silver Star Inc.
7800, boul. Décarie
Montréal
514 344-7678

Laval
Mercedes-Benz Laval
3131, Autoroute 440 Ouest
Laval
450 681-2500

Rive-Sud
Mercedes-Benz Rive-Sud
4844, boul. Taschereau
Greenfield Park
450 672-2720

West Island
Mercedes-Benz West Island
4525, boul. Saint-Jean
Dollard-des-Ormeaux
514 620-5900

Boucherville
Duval Mercedes-Benz
1530, rue Ampère
Boucherville
450 449-0222

Blainville
Mercedes-Benz Blainville
10000, chemin du Plein Air
Mirabel (Blainville)
450 435-1313

© Mercedes-Benz Canada Inc., 2012. **Véhicules illustrés : C 350 2013 ET GLK 350 4MATIC[MC] 2013. PDSF national : 44 750 $/44 900 $.** ** Le prix total de 42 205 $/47 115 $ et le versement initial incluent les frais de transport et de préparation de 2 045 $, les frais du RDPRM pouvant atteindre 54,49 $, la taxe de 100 $ sur le climatiseur et les droits de 15 $ sur les pneus. [2] Les trois premières mensualités sont supprimées pour les modèles C 300 4MATIC[MC] 2013 et GLK 350 4MATIC[MC] 2013 (jusqu'à un maximum de 1 350 $/1 650 $ incluant les taxes) dans le cadre des programmes de location et (jusqu'à concurrence de 1 950 $/2 250 $ incluant les taxes) dans le cadre des programmes de financement. Les mensualités gratuites s'appliquent uniquement aux modèles de Classes C (berline et coupé), GLK et E 2013. Ne s'applique pas aux modèles AMG. * Offres de location et de financement basées sur la berline C 300 4MATIC[MC] 2013 et le tout nouveau modèle GLK 350 4MATIC[MC] 2013 et proposées uniquement par l'intermédiaire des Services financiers Mercedes-Benz sur approbation du crédit, pendant une durée limitée. Exemple basé sur une location de 428 $/498 $ par mois pendant 48/39 mois. Versement initial ou reprise équivalente de 4 700 $/5 470 $ plus dépôt de sécurité de 500 $/500 $ et taxes applicables payables à la date d'entrée en vigueur du bail. PDSF à partir de 39 990 $/44 900 $. Taux annuel de 2,9 %/1,9 %. Obligation totale : 25 744 $/25 392 $. Kilométrage limité à 18 000 km par an (0,20 $/km supplémentaire). Exemple de financement basé sur un terme de 60 mois au taux annuel de 1,9 %/0,9 % et un PDSF de 39 990 $/44 900 $. Le paiement mensuel est de 629 $/689 $ (avant taxes) avec un versement initial de 6 213 $/6 704 $ ou une reprise équivalente. Le coût de l'emprunt est de 1 765 $/931 $, pour une obligation totale de 43 915 $/47 991 $. Frais d'immatriculation, d'enregistrement et d'assurance en sus. Le concessionnaire peut louer ou offrir du financement à prix moindre. Les offres peuvent changer sans préavis et ne peuvent être jumelées à d'autres offres. Pour connaître les détails, voyez votre concessionnaire Mercedes-Benz autorisé ou communiquez avec le Service à la clientèle de Mercedes-Benz au 1 800 387-0100. L'offre se termine le 31 octobre 2012.

PETITE MONNAIE, UN DE NOUS EST DE TROP DANS CE PORTEFEUILLE.

DÉBIT *INTERAC*.[MD] PAYEZ EN UN FLASH.[MC]

La monnaie est toujours encombrante. Heureusement, il y a Flash[MC] *Interac*, une amélioration de Débit *Interac*. C'est une façon plus rapide de régler l'achat de menus articles. Au lieu de compter vos pièces, comptez sur Flash *Interac*. C'est comme si vous aviez toujours le montant exact.

interac.ca/payezenunflash

Interac[MD] Flash

Interac, le logo *Interac*, Flash *Interac*, <<Payez en un flash>> et le visuel du camion blindé sont des marques d'Interac Inc. Utilisées sous licence. L'indicateur d'opération sans contact est une marque déposée d'EMVCo LLC.

ACTUALITÉS

Un Emmy pour Toon Boom

L'Académie nationale remettra un prix d'ingénierie à la PME québécoise le 24 octobre

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

La PME québécoise Toon Boom Animation vient de remporter un prix Emmy, qui couronne les meilleurs artisans du petit écran aux États-Unis.

Un mois après la cérémonie principale des Emmy Awards, l'Académie nationale des arts et des sciences de la télévision remettra à l'entreprise de Ville-Émard un prix en ingénierie pour son logiciel d'animation Storyboard Pro, utilisé dans la plupart des studios hollywoodiens, dont Disney.

Plusieurs séries télé – dont bientôt *The Simpsons* – sont conçues avec l'aide du logiciel québécois, lancé en 2010. « Ce prix est une énorme récompense, dit Joan Vogelesang, PDG de Toon Boom, en entrevue à *La Presse Affaires*. Nous sommes surpris, car c'est très difficile d'obtenir un Emmy. La concurrence est vive. L'an dernier, l'iPad avait été au nombre des gagnants. Ça vous donne une idée… »

Il s'agit du deuxième Emmy pour Toon Boom, qui a été récompensée pour son logiciel Harmony en 2005 – seulement deux ans après s'être protégée de ses créanciers.

Cette année, la PME québécoise fait partie des cinq gagnants à qui on remettra un prix Emmy d'ingénierie, le 24 octobre, à Hollywood. Outre Toon Boom, le service internet de distribution de films et séries télé Netflix recevra aussi cette année un Emmy en ingénierie, dont la liste des gagnants a été annoncée hier.

Le verdict de l'Académie ne pouvait mieux tomber pour Toon Boom, qui participe cette semaine à Cannes au MIPCOM, plus grand congrès mondial de l'industrie de la télé. « Notre logiciel Storyboard Pro est devenu une norme dans l'industrie télé », affirme Joan Vogelesang. Avant d'obtenir son Emmy, Storyboard Pro s'est vendu à plusieurs milliers d'exemplaires, à 899 $ l'unité. Il s'agit actuellement du logiciel de Toon Boom qui se vend le mieux.

« Ce prix est une énorme récompense. Nous sommes surpris, car c'est très difficile d'obtenir un Emmy. La concurrence est vive. » — Joan Vogelsang, PDG de Toon Boom

Ironiquement, Toon Boom espère que son prix Emmy lui donnera une plus grande reconnaissance à l'extérieur de l'industrie du petit écran, qui connaît déjà bien son logiciel Storyboard Pro. « Nous voulons avoir un rôle plus important dans le milieu des logiciels d'éducation, dans l'animation 3D et dans le jeu vidéo », précise Joan Vogelesang.

L'entreprise compte actuellement 84 employés dans ses bureaux de Ville-Émard. Fondée dans le Plateau Mont-Royal en 1994, Toon Boom a créé au fil des ans des logiciels ayant servi à donner vie aux personnages des *Simpsons*, de *Family Guy* et d'*American Dad*. Corus Entertainment est l'actionnaire majoritaire de Toon Boom. La firme Lothian Partners et une douzaine de dirigeants de l'entreprise détiennent aussi des actions.

PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

Joan Vogelesang, PDG de Toon Boom, espère que ce prix donnera à la PME une plus grande reconnaissance hors du cadre du petit écran.

PHOTO BRUCE WEAVER, AGENCE FRANCE-PRESSE

Falcon-9 La fusée privée doit rejoindre la Station spatiale internationale demain

Mis en orbite dimanche par une fusée Falcon-9, le vaisseau cargo Dragon de la société Space X est en route vers la Station spatiale internationale, qu'il doit atteindre demain. Il s'agit du premier vol commercial privé de ravitaillement de la SSI réalisé pour le compte de la NASA.

La fusée Falcon-9 emportant la capsule s'est arrachée dimanche soir du pas de tir de Cap Canaveral, en Floride.

Demain matin, les astronautes Suna Williams, de l'agence spatiale américaine, et Akihiko Hoshide, de la JAXA (Agence spatiale japonaise), manipuleront le bras robotisé de la station pour agripper la capsule Dragon et préparer son amarrage. Le lendemain, l'équipage de la SSI pourra ouvrir le sas et entrer dans la capsule.

Les astronautes disposeront ensuite de deux semaines pour sortir les 450 kg de matériel transporté et remplir de nouveau Dragon avec plus de 750 kg de chargement qui repartiront vers la Terre.

Les spationautes auront une petite surprise pour égayer leur quotidien : de la glace à la vanille sauce chocolat que la NASA a placée dans le congélateur de la capsule.

La capsule Dragon n'est pas détruite en brûlant dans l'atmosphère terrestre comme les autres cargos. Elle amortit sa descente avec un parachute et plonge dans l'océan, où elle est récupérée avec sa cargaison. Son retour sur Terre est programmé pour le 28 octobre. — Associated Press

Office national de l'énergie
National Energy Board

Office national de l'énergie
Avis de demande et de période de commentaires
Demande de licence d'exportation présentée par LNG Canada Development Inc.

Le 27 juillet 2012, LNG Canada Development Inc. (LNG Canada) a présenté une demande à l'Office national de l'énergie (Office), aux termes de l'article 117 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie,* pour obtenir une licence lui permettant d'exporter 24 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié pendant une période de 25 ans, à partir d'un point situé près de Kitimat, en Colombie-Britannique.

LNG Canada doit déposer et conserver en dossier, aux fins d'examen par le public pendant les heures normales d'affaires, des exemplaires de la demande, dans ses bureaux situés au 400, Quatrième Avenue S.-O., à Calgary, en Alberta, et en fournir un exemplaire à quiconque en fait la demande. On peut aussi consulter un exemplaire de la demande pendant les heures normales d'affaires, à la bibliothèque de l'Office (rez-de-chaussée, 444, Septième Avenue S.-O., Calgary (Alberta)) ou, en ligne, à l'adresse **www.neb-one.gc.ca.**

L'Office désire obtenir les points de vue des personnes susceptibles d'être directement touchées par la demande, sur le bien-fondé de celle-ci. L'Office examinera les observations qu'il recevra sous l'angle des critères énoncés à l'article 118 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie,* qui se lit comme suit :

« *Avant de délivrer une licence pour l'exportation du pétrole ou du gaz, l'Office veille à ce que la quantité de pétrole ou de gaz à exporter ne dépasse pas l'excédent de la production par rapport aux besoins normalement prévisibles du Canada, eu égard aux perspectives liées aux découvertes de pétrole ou de gaz au Canada.* »

L'Office invite particulièrement les personnes pouvant être touchées par la demande à consulter ses « Directives provisoires concernant les demandes d'exportation de pétrole et de gaz et les demandes d'importation de gaz en vertu de la Partie VI de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* », en date du 11 juillet 2012, disponibles en ligne à l'adresse **www.neb-one.gc.ca.**

Les observations des parties peuvent être déposées auprès de l'Office, à l'attention de la secrétaire de l'Office, par la poste, au 444, Septième Avenue S.-O., Calgary (Alberta) T2P 0X8, par télécopieur, au numéro 403-292-5503, ou en ligne, à l'adresse **www.neb-one.gc.ca,** ainsi qu'au demandeur, au plus tard le **9 novembre 2012.** L'adresse du demandeur est la suivante :

LNG Canada Development Inc., a/s Shell Canada Limitée
À l'attention de : Monsieur Scot MacKillop
400, 4e Avenue S.-O.
Calgary (Alberta) T2P 2H5
Courriel : scot.mackillop@shell.com
Télécopieur : 403-691-3666

Les réponses éventuelles du demandeur aux commentaires des personnes susceptibles d'être touchées par la demande doivent être déposées auprès de la secrétaire de l'Office et signifiées à la personne qui a soumis le commentaire, au plus tard le **19 novembre 2012.**

Pour de plus amples renseignements au sujet du présent avis, veuillez communiquer avec la secrétaire de l'Office, au numéro de téléphone 403-292-4800 ou de télécopieur, au numéro 403-292-5503.

Sheri Young
La secrétaire de l'Office

Canada

VOTRE VOYAGE COMMENCE ICI

Concours VOYAGE MYSTÈRE

Voyage de 18 jours vers l'inconnu pour deux personnes d'une valeur de 13 200 $

Offert par Voyages traditours au coeur des traditions

SALON INTERNATIONAL TOURISME VOYAGES 24e ÉDITION

19, 20 et 21 octobre
PLACE BONAVENTURE

Pour participer :

> Visitez le Salon international tourisme voyages les 19, 20 et 21 octobre, à la Place Bonaventure;
> Remplissez le bulletin de participation dans La Presse en répondant à la question mathématique et déposez-le dans la boîte prévue à cet effet à l'entrée du Salon ou au kiosque de Voyages Traditours (n° S-39);
> Vous pouvez aussi participer en ligne à **evasion.tv**.

Achetez vos billets **EN LIGNE** dès maintenant **ÉCONOMISEZ 3 $** Gracieuseté de vacances TMR

www.salontourismevoyages.com

Voyages traditours au coeur des traditions — PARTENAIRES MÉDIAS : LA PRESSE, évasion

BULLETIN DE PARTICIPATION

À gagner : un voyage de 18 jours pour deux personnes vers une destination mystère d'une valeur approximative de 13 200 $. Les gagnants doivent être disponibles du 26 octobre au 12 novembre 2013 pour leur voyage. La participation prend fin le 21 octobre 2012 à 17 h 00. Le tirage aura lieu le jeudi 1er novembre 2012.

Nom : _____ Prénom : _____ Âge : _____

Adresse civique : _____

Tél. : _____ Courriel : _____

QUESTION MATHÉMATIQUE : (9 + 6) ÷ 3 + 5 = _____

☐ **OUI, je souhaite être informé des offres promotionnelles du Salon international tourisme voyages et de ses partenaires.**

Pour être valide, ce bulletin doit être dûment rempli. Ce concours s'adresse uniquement aux résidents du Québec âgés de 18 ans et plus. Le Règlement du concours est accessible chez EXPO MÉDIA Inc. et ÉVASION. Les facsimilés ne sont pas acceptés à l'exception du bulletin imprimé à partir de LaPresseSurMonOrdi.ca. Pour être déclaré gagnant, le participant devra avoir répondu correctement à la question d'habileté mathématique.

CHEVROLET

LA GRANDE VENTE DES MODÈLES 2012

3 FAÇONS D'ÉCONOMISER

ACHETEZ À PRIX AVANTAGEUX

OU

LOUEZ À 0 % JUSQU'À 48 MOIS[2]
UN MODÈLE LT OU LTZ SÉLECTIONNÉ

OU

FINANCEZ À 0 % JUSQU'À 84 MOIS[3]
MODÈLES SÉLECTIONNÉS

CRUZE LS 2012

PRIX À L'ACHAT
14 999 $[1]

FINANCEMENT À L'ACHAT 84 MOIS
90 $[4] /2 SEMAINES
Comprend le transport.

Modèle LTZ illustré

Modèles 5 portes LTZ illustré

SONIC LS 2012 BERLINE

PRIX À L'ACHAT
13 999 $[1]
Comprend le transport.

FINANCEMENT À L'ACHAT 84 MOIS
85 $[4] /2 SEMAINES

Modèle LTZ illustré

ORLANDO LS 2012

PRIX À L'ACHAT
18 999 $[1]
Comprend le transport.

FINANCEZ UN MODÈLE LT OU LTZ À 0 % JUSQU'À 84 MOIS[3]

Modèle LTZ illustré

EQUINOX LS 2012

PRIX À L'ACHAT
25 699 $[1]
Comprend le transport et la taxe de climatisation.

FINANCEZ UN MODÈLE LT OU LTZ À 0 % JUSQU'À 84 MOIS[3]

Modèle LTZ illustré

SILVERADO 1500 LT 2012

FINANCEZ À 0 % JUSQU'À 72 MOIS[3]

+ DES RABAIS DURS À BATTRE[5]

REMISE ADDITIONNELLE
allant jusqu'à **1 500 $** disponible avec le programme*

FAITES DE L'AIR!

GM Canada — LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS 5 ANS 160 000 KM* • GARANTIE LIMITÉE SUR LES COMPOSANTS DU GROUPE MOTOPROPULSEUR • ASSISTANCE ROUTIÈRE • TRANSPORT DE COURTOISIE
* SELON LA PREMIÈRE ÉVENTUALITÉ. CAMIONS POIDS MOYEN EXCLUS. DÉTAILS SUR LA GARANTIE LIMITÉE CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE.

CHEVROLET, ET FIER DE L'ÊTRE.
offreschevrolet.ca

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles 2012 neufs suivants : Sonic (1JU69/1SA), Cruze (1PJ69/1SA), Equinox (1LF26/1SA), Orlando (1PJ75/1SA) et Silverado à cabine allongée et à cabine multiplace. Les modèles illustrés peuvent comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Transport (1 495 $) et taxe de climatisation (100 $, le cas échéant) inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM, droits et taxes en sus. 1. Prix à l'achat de 13 999 $ pour Sonic, de 14 999 $ pour Cruze, de 18 999 $ pour Orlando et de 25 699 $ pour Equinox. Comprend un rabais à la livraison de 1 500 $ offert sur les modèles LS seulement, le transport (1 495 $) et la taxe de climatisation (100 $, le cas échéant). Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM, droits et taxes en sus. 2. Offres en vigueur au Canada jusqu'au 30 septembre 2012. Taux à la location de 0 % offert jusqu'à 48 mois sur un véhicule Chevrolet Sonic ou Cruze 2012 (à l'exception des modèles LS) neuf ou de démonstration. Sur approbation de crédit de la Financière GM. L'offre s'adresse uniquement aux particuliers admissibles du Canada. Limite annuelle de 24 000 km ; 0,16 $ par kilomètre excédentaire. Un versement initial, un échange et/ou un dépôt de sécurité peuvent être requis. Les versements mensuels peuvent varier selon la valeur du versement initial ou du véhicule d'échange. Certaines conditions s'appliquent. 3. Offres en vigueur au Canada jusqu'au 30 septembre 2012 ; Les institutions financières participantes peuvent changer. Taux de financement de 0 % offert sur approbation de crédit des Services de financement auto TD, de la Banque ScotiaMD ou d'Ally Credit pendant 84 mois sur un véhicule 2012 neuf ou de démonstration Chevrolet Orlando (à l'exception des modèles LS et 1LT), Equinox (à l'exception du modèle LS), Cruze (à l'exception des modèles LS 1SA) et Sonic (à l'exception des modèles LS) ; et pendant 72 mois sur un Silverado poids léger 2012. Les taux des autres institutions financières varient. Un versement initial, un échange ou un dépôt de sécurité peuvent être requis. Les mensualités et le coût d'emprunt varient selon la somme empruntée et la valeur du versement initial ou du véhicule d'échange. Exemple : basé sur un financement de 15 499 $ à un taux annuel de 0 %, le versement mensuel s'élève à 184,51 $ pour 84 mois. Le coût d'emprunt est de 0 $, et l'obligation totale est de 15 499 $. L'offre ne comporte aucun paiement d'intérêts. L'offre s'adresse uniquement aux particuliers admissibles. Certaines conditions s'appliquent. 4. Prix à l'achat de 13 999 $ pour Sonic et de 14 999 $ pour Cruze. Total de 182 paiements effectués aux deux semaines, basés sur un financement à l'achat de 84 mois, à un taux effectif de 2,93 % pour Sonic et de 2,74 % pour Cruze. Sur approbation de crédit des Services de financement auto TD, de la Banque Scotia[MD] ou d'Ally Credit. Exemple : basé sur un financement de 13 999 $ à un taux annuel de 2,93 %, le paiement mensuel est de 90 $ pour 84 mois aux deux semaines. Le coût d'emprunt est de 0 $, et l'obligation totale est de 15 499 $. 5. Plus de détails chez votre concessionnaire. * La remise de 600 $ à 1 500 $ est applicable à l'achat ou à la location d'un véhicule de l'année-modèle 2008 à 2013 en échange d'un véhicule de l'année-modèle 1998 ou antérieurs. Une initiative de l'AQLPA soutenue par le gouvernement du Québec par l'Intermédiaire du Fond vert. Pour plus d'information, visitez le site www.faitesdelair.org. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du RMAB Québec (excluant la région de Gatineau - Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à un prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis.. **Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.**

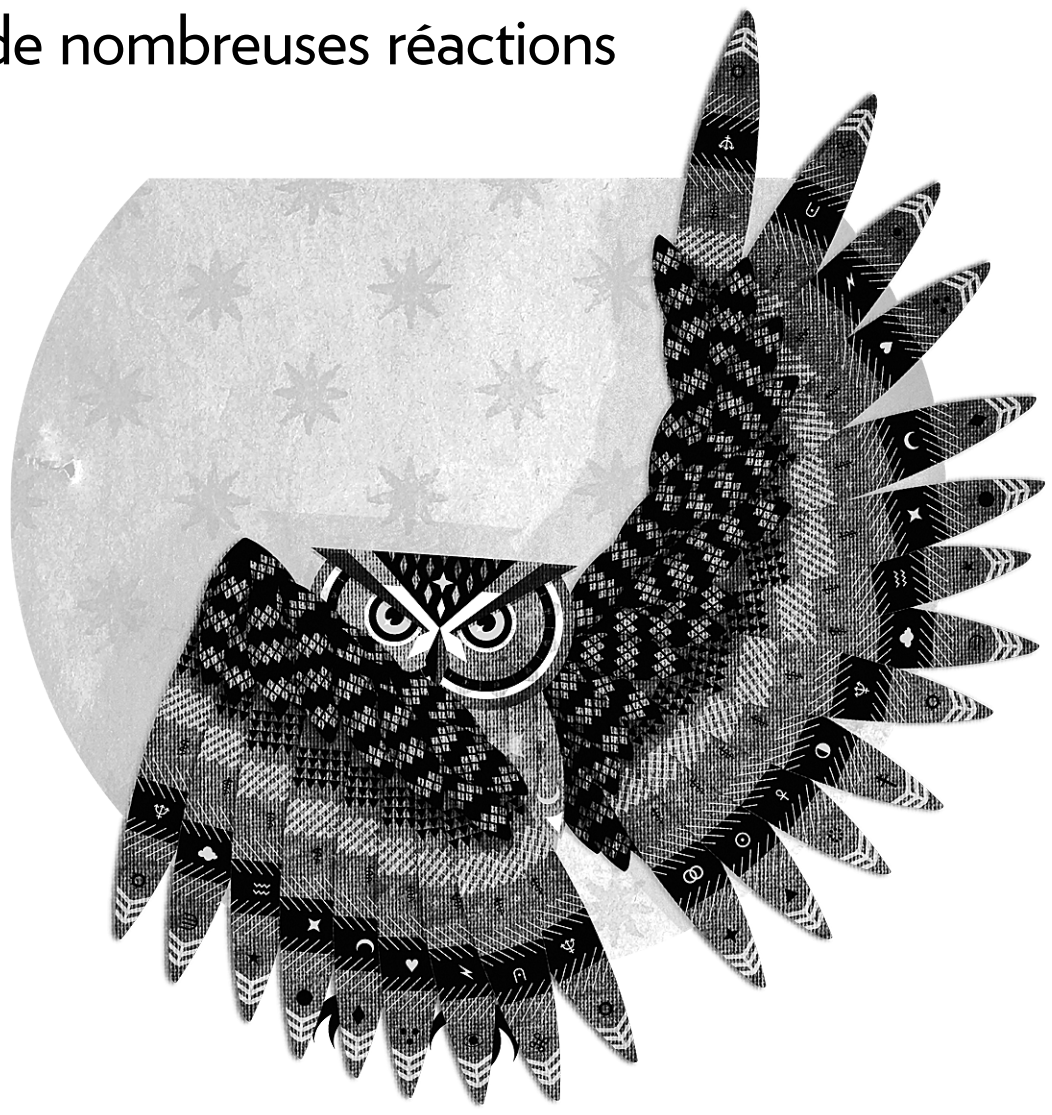
GOUROUS INC. RÉACTIONS

Indignation, impuissance et doutes

La série sur les gourous suscite de nombreuses réactions

Vous avez été nombreux à réagir à notre enquête « Gourous inc. » sur l'épidémie – et les dangers – des pseudo-guérisseurs du corps et de l'âme. À la suite de la publication de cette série, le Collège des médecins a demandé au ministre de la Justice du Québec de changer la loi pour mettre fin à l'impunité actuelle. Notre journaliste a par ailleurs été inondée de courriels. Ils venaient en grande majorité de victimes et de proches de victimes ainsi que de gens voulant dénoncer d'autres abus et réclamer que le gouvernement agisse. Survol.

MARIE-CLAUDE MALBOEUF



Les gourous décrits dans nos pages au cours des deux dernières semaines sont loin d'agir seuls. Jour après jour, de nouvelles victimes nous ont écrit des histoires déchirantes: agression sexuelle, abus de pouvoir, dépenses folles…

L'une d'entre elles affirme que son agent de libération conditionnelle a exigé qu'elle consulte un charlatan, qui demandait 300$ la séance.

De nombreux parents, frères, sœurs ou conjoints de victimes nous ont parallèlement professé leur impuissance. Car les gourous savent très bien diviser pour mieux régner, affirment-ils.

Stéphane Gendron, maire de Huntingdon, est pour sa part excédé qu'une pseudo-guérisseuse de sa ville cause des problèmes de circulation en continuant de recevoir des clients aux 15 minutes dans une zone résidentielle. Et ce, malgré les nombreux avertissements de la Ville, dit-il, et malgré le fait qu'elle doive comparaître pour exercice illégal de la médecine la semaine prochaine.

D'autres lecteurs ont attiré notre attention sur des causes sidérantes. La première concerne une pseudo-psychothérapeute de Saint-Sauveur, Lisette Metayer, qui a plaidé coupable de voies de fait en juin dernier. Jusque-là, la directrice du Centre de formation en approche psychologique et corporelle prétendait que ses actes de violence et ses tentatives d'humiliation étaient formateurs et thérapeutiques. « [Elle] m'a sacré une claque, mes lunettes ont revolé. Je ne voyais plus rien et n'entendais plus d'une oreille. Je me suis débattue, mais elle a continué de me frapper en me disant que j'allais voir ce qu'était la haine maternelle », a raconté une victime au journal *Accès Laurentides*.

En 2008, la Cour du Québec s'est penchée sur une autre histoire étonnante. D'après le jugement, Christine Nelson, naturothérapeute de Saint-Adolphe-d'Howard, a prétendu détecter un cancer du cervelet chez une cliente. Elle lui a vendu pour 28 000$ de produits naturels et l'a ensuite entraînée au Mexique pour lui faire arracher toutes les dents, en raison d'un soi-disant problème de parasites. Au retour, elle l'a aussitôt amenée dans un chalet, sous prétexte, cette fois, de chasser des toxines. Il a fallu que la pauvre femme, très affaiblie, appelle ses fils au secours pour qu'ils la retrouvent et la conduisent d'urgence à l'hôpital. Pour couronner le tout, cette dernière devait payer les frais de voyage pour deux (une facture de 10 000$ à 15 000$). Mais le plus inouï, c'est que Christine Nelson a ensuite eu le culot de la poursuivre pour services impayés. La Cour du Québec a rejeté sa demande avec indignation, en disant que toute cette affaire avait « un relent de spoliation » et que le séjour dans un chalet des Laurentides « ressemblait à de la séquestration ».

L'immense majorité de nos correspondants se disaient en tout cas heureux qu'on mette les gens en garde. Certains voulaient lancer des pétitions, d'autres réclamaient un durcissement des peines.

Des solutions

Dans leurs courriels, plusieurs cherchaient à expliquer le phénomène. « Ceux qui offrent ces soins sont aussi des gens perturbés. Se prétendre investi de pouvoirs magiques, c'est une façon de vivre sa psychose dans la société », a écrit une lectrice.

Les gourous maîtrisent les techniques d'influence sociale et de lavage de cerveau, a avancé de son côté un ancien professeur de psychologie. « L'opération de contrôle et des manipulations bien ciblées peuvent déstabiliser et détruire une personne normale », prévient-il. Une victime lui a fait écho en écrivant: « Nous sommes tous fragiles à des degrés divers, devant la rareté des ressources d'aide. »

L'immense majorité de nos correspondants se disaient en tout cas heureux qu'on mette les gens en garde. Certains voulaient lancer des pétitions, d'autres réclamaient un durcissement des peines. Une femme a souligné que la pénurie de psychologues dans le secteur public devait être corrigée « pour le bien-être psychique de l'ensemble de la population ».

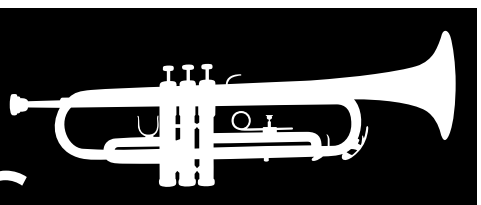
Visalus

Certains ne sont pas du même avis. Un petit nombre de personnes se disaient partagées. Elles étaient d'accord pour qu'on dénonce les charlatans purs et durs, mais déploraient que leurs actes rejaillissent ainsi sur tous ceux qui travaillent à l'extérieur du cadre de la médecine. Des gens nous ont dit connaître – ou être eux-mêmes – de bons « guérisseurs », dignes de confiance, et qu'il aurait fallu reconnaître l'existence de « miracles inexpliqués ».

Une poignée de lecteurs insatisfaits nous ont plutôt écrit pour défendre les méthodes ou les gens critiqués au cours des deux dernières semaines et pour nous accuser de manquer d'ouverture spirituelle. D'après eux, il aurait été beaucoup plus utile de publier un reportage sur les maux de la médecine officielle.

Nous avons par ailleurs reçu quelques courriels des gens de Visalus, mécontents que le nom de leur entreprise soit associé au chef du groupe La Source, Jean-Claude Gallant, qui n'est qu'un distributeur parmi d'autres dans cette entreprise. Ils ne voudraient pas que nos lecteurs croient que leurs activités sont illégales.

EN PRIMEUR CE SOIR…



ARTS

Tous les jours dans *La Presse*

Le Collège des médecins demande des peines plus sévères

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

À la suite de la publication de notre enquête sur la dangerosité de nombreux pseudo-guérisseurs, le Collège des médecins demande au ministre de la Justice du Québec de leur imposer des peines plus sévères – une nécessité si l'on veut enfin parvenir à freiner leur prolifération, selon l'organisme.

Le Dr Charles Bernard, président du Collège, comptait envoyer une requête formelle au nouveau ministre péquiste Bertrand St-Arnaud, vendredi dernier.

« Il faut changer le Code des professions, a-t-il expliqué en entrevue. Au lieu d'imposer des amendes de 2000$, il faut des sanctions planchers faramineuses, ou même des peines d'emprisonnement. Quand il y a mort d'homme, c'est épouvantable d'imposer de simples amendes. »

« Maintenant qu'on a la preuve que ce ne sont pas des cas isolés, que l'internet leur donne une façon extraordinaire de décimer, ça réveille les consciences », affirme le médecin.

Budget

Le Collège a beaucoup de mal à coincer les fautifs, qui se cachent et récidivent allègrement. Faudrait-il que Québec lui accorde un budget d'enquête? En effet, les poursuites contre les pseudo-guérisseurs sont actuellement entièrement financées par les cotisations des médecins. Le Dr Bernard n'ose pas y rêver. « On est prêts à prendre une partie de nos budgets pour l'investir là-dedans, assure-t-il. Mais si au bout de l'effort qu'on fournit, on avait des résultats qui dissuaderaient les pseudo-guérisseurs, ça nous encouragerait. Quand ça fait quatre fois qu'on poursuit quelqu'un, est-ce que ça nous tente de recommencer? C'est le bout quand il ne se passe rien. »

L'attachée de presse du ministre St-Arnaud nous a dit que ce dernier attendait de recevoir la lettre avant de réagir.

LA BAIE
SALON DE LA FOURRURE
ÉVÉNEMENT DE REMODELAGE
2 JOURS SEULEMENT
vendredi 12 et samedi 13 octobre

Rencontrez la designer de fourrure renommée Wendi Ricci, spécialiste en remodelage.

APPELEZ DÉS AUJOURD'HUI POUR PRENDRE RENDEZ-VOUS
(514) 289-8661

ENTREPOSAGE
NETTOYAGE
REMODELAGE
RÉPARATIONS

La Baie, Rue Sainte-Catherine Ouest
Salon de la forrure, 3e étage
(514) 289-8661

la Baie
thebay.com

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2012-10-08

Sprint 05 06 08 19 29

Lotto Poker 4♡ 5♡ 8♣ D♡ R♡

Astro
Jour - Mois - Année - Signe
18 DÉCEMBRE 24 SAGITTAIRE

La Québécoise 3 564 4 4291

Extra 6338666 | Triplex 02 08 12 13 39

Banco 04 05 06 11 16 17 20 21 27 31 38 41 42 48 49 52 54 57 61 69

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

CONFÉRENCE GRATUITE
Venez rencontrer un rhumatologue

Journée de sensibilisation sur l'arthrite rhumatoïde

Date : Le samedi 13 octobre 2012
Heure : De 8 h 30 à 12 h 15
Lieu : Centre Leonardo da Vinci
Adresse : 8370, boulevard Lacordaire St-Léonard (QC)

Inscrivez-vous rapidement : le nombre de places est limité! Réservez votre place au :

1-800 321-1433 poste 225
www.arthrite.ca

La Société de l'arthrite

L'autre Omar Khadr

AGNÈS GRUDA
CHRONIQUE

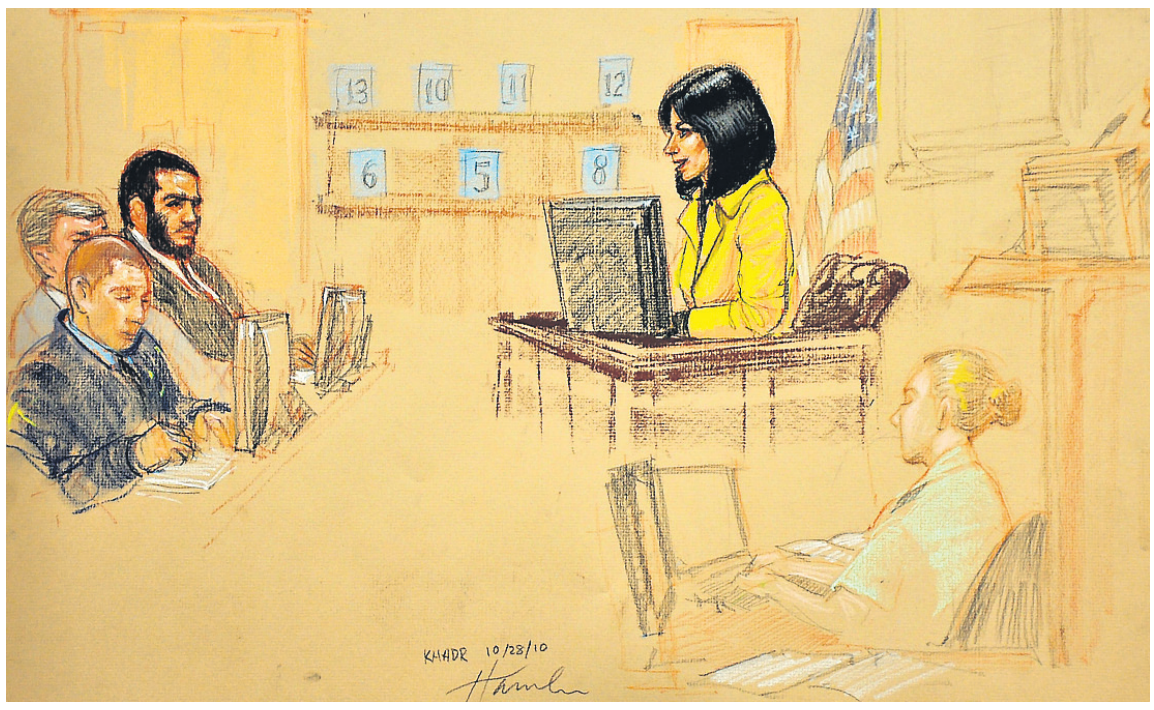


ILLUSTRATION JANET HAMLIN, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

La spécialiste en littérature anglaise du XVII^e siècle Arlette Zinck a témoigné en 2010 devant le jury qui a déterminé la peine de prison d'Omar Khadr.

Aux yeux du ministre de la Sécurité publique, Vic Toews, Omar Khadr est un «partisan notoire du réseau Al-Qaïda condamné pour terrorisme». C'est dans ces mots, en tout cas, qu'il a décrit l'ex-prisonnier de Guantánamo lorsqu'il a annoncé son retour au Canada, il y a dix jours.

Mais pour Arlette Zinck, spécialiste en littérature anglaise du XVII^e siècle, Omar Khadr est plutôt un étudiant studieux, concentré, drôle et fin psychologue. Un élève de rêve pour tout enseignant.

«Omar ne manifeste aucune colère ou amertume à l'égard de ce qu'il a vécu.»

Professeure au King's University College, à Edmonton, Arlette Zinck a supervisé pendant 22 mois un programme éducatif conçu exprès pour Omar Khadr. L'idée avait germé à la suite d'une conférence que son ancien avocat, Dennis Edney, avait prononcée dans cette université chrétienne, il y a quatre ans.

Touchés par son histoire, les étudiants ont voulu faire quelque chose pour leur jeune compatriote enfermé à la base militaire américaine. Ils lui ont écrit. De fil en aiguille, les avocats ont suggéré de pousser l'expérience plus loin et de permettre à Omar Khadr de reprendre le fil de ses études. Afin de prendre le pouls de son futur étudiant, Arlette Zinck lui a demandé de résumer un livre. Pour ce premier test, elle a choisi une œuvre de circonstance: *Le chemin parcouru*, dont l'auteur, Ishmael Beah, est un ancien enfant soldat.

Omar Khadr en a tiré un travail «méthodique, précis», où il aborde «l'importance de protéger les enfants», se souvient Arlette Zinck. Le résultat l'a convaincue que, malgré sa scolarité en dents de scie entre le Canada, le Pakistan et l'Afghanistan, Omar Khadr avait tout ce qu'il fallait pour entreprendre des études. Objectif: l'amener au niveau d'un diplôme d'études secondaires. Surtout en maths et en anglais.

Pas évident d'enseigner à un détenu confiné à sa cellule dans une prison à sécurité maximale. Arlette Zinck et ses collègues ont eu l'idée de lui faire traverser le Canada, d'ouest en est, à travers des œuvres littéraires. Et de se servir de ces œuvres comme point de départ d'exercices dans d'autres disciplines. Ses avocats, qui servaient d'intermédiaires, lui apportaient ses nouvelles leçons et ramassaient ses devoirs. Un processus laborieux compte tenu des mesures de sécurité carcérale.

Au moment de quitter sa geôle de Guantánamo, Omar Khadr venait de passer à travers le roman *Crow Lake*, de l'auteure Mary Lawson, dont l'intrigue se déroule dans le nord de l'Ontario. Et il n'était plus qu'à trois livres du Québec, qu'il abordera à travers Gabrielle Roy et son *Bonheur d'occasion*.

Après une année de cours par correspondance, Arlette Zinck a pu rencontrer son élève en chair et en os, au printemps dernier. Cette «école d'été» lui aura permis de passer 25 heures avec le plus jeune prisonnier de Guantánamo. Une expérience intense qui lui a permis de mieux comprendre cet élève hors du commun.

«La réflexion sur des œuvres littéraires donne une idée de l'âme du lecteur, de voir comment il pense et ce qu'il ressent», dit M^me Zinck. Et ce qui l'a le plus frappée dans «l'âme» de son étudiant-prisonnier, c'est sa capacité «d'avoir une lecture empreinte de charité, de déceler l'espoir derrière chaque histoire et d'éprouver de la compassion pour les protagonistes».

Arlette Zinck décrit son élève comme un homme poli, à l'écoute des autres, qui réfléchit avant de parler. Et avec qui elle a aussi partagé de nombreux fous rires. «Il n'a peut-être pas eu une vie ordinaire, mais il est très engagé dans ce qu'il fait, et il a construit des relations saines avec ses codétenus, mais aussi avec ses gardiens.»

Ses observations rejoignent les commentaires d'autres personnes qui ont eu l'occasion de fréquenter le jeune Khadr. Moazzam Begg, qui a partagé sa cellule à la prison américaine de Bagram, peu après leur arrestation, en 2002, se souvient d'un garçon tranquille, timide, qui se plaignait rarement même s'il avait l'impression que tous l'avaient abandonné.

Moazzam Begg a été libéré en 2005, sans procès. Il dirige aujourd'hui, à Londres, une organisation qui soutient les prisonniers de Guantánamo, CagePrisoners.

Il se rappelle que, à l'époque de Bagram, il avait convaincu les autorités carcérales d'autoriser des séances quotidiennes d'exercice de 30 minutes. C'est lui qui dirigeait ces cours de gymnastique. Et de tous ses «élèves», Omar Khadr était de loin le plus assidu. Il voulait stimuler l'enthousiasme des autres détenus. «C'est un garçon qui aime aider.»

«Omar est curieux, il adore la littérature et rêve de travailler dans le domaine médical, dit son avocat John Norris. Il ne manifeste aucune colère ou amertume à l'égard de ce qu'il a vécu.»

Cette absence d'amertume a aussi frappé Arlette Zinck, surtout après son analyse d'un roman canadien qui raconte l'internement de Japonais pendant la Seconde Guerre mondiale. Dans son devoir, Omar Khadr constate que l'une des trois protagonistes d'Obasan réagit à sa détention en se murant dans le silence. La deuxième rumine sa détresse. Et la troisième «est capable de se rappeler cette expérience mais parvient à pardonner et à tourner la page».

«Nous avons été frappés par cette observation parce que, manifestement, c'est l'attitude qu'Omar Khadr a adoptée dans sa propre vie...»

■■■

Ma chronique de lundi dernier, dans laquelle je suggérais qu'Omar Khadr méritait réparation après avoir été abandonné par son propre gouvernement et laissé aux soins d'une justice militaire aveugle à son jeune âge, m'a valu un abondant courrier. Plusieurs lecteurs horrifiés m'ont reproché de traiter à la légère ce «terroriste» reconnu coupable d'avoir tué le soldat américain Christopher Speer.

À supposer qu'ils continuent à me lire, j'invite ces lecteurs à voir un autre visage d'Omar Khadr. Celui qu'ont aperçu des gens qui l'ont fréquenté pendant ses années d'incarcération.

TD Assurance

Découvrez pourquoi tant de professionnels et de diplômés multiplient les économies en optant pour TD Assurance

Les nouveaux clients économisent 20 % ou plus sur leur assurance auto*.

Joignez-vous au nombre croissant de membres qui cumulent les économies en confiant leurs assurances auto et habitation à TD Assurance.

La plupart des assureurs accordent des rabais aux clients qui combinent assurances auto et habitation ou qui ont un bon dossier de conduite. Mais saviez-vous qu'en plus d'offrir ces mêmes rabais, nous proposons une tarification plus avantageuse aux membres des associations de professionnels et de diplômés universitaires? Découvrez combien vous pourriez économiser en tant que nouveau client si vous êtes membre d'une des nombreuses associations de professionnels et de diplômés universitaires à qui nous accordons une tarification plus avantageuse.

Rendez-vous au www.joignez.tdassurance.com ou composez le 1-855-277-0277 pour en savoir plus.

HABITATION | AUTO | VOYAGE

Ce programme d'assurances est souscrit par Sécurité Nationale compagnie d'assurance et distribué par Meloche Monnex assurance et services financiers inc. au Québec. *Les économies varient selon les associations de professionnels ou de diplômés universitaires ayant conclu avec l'assureur une entente qui accorde des tarifs préférentiels. Les économies de 20 % correspondent au cumul du rabais consenti aux nouveaux clients et des économies les plus courantes dont bénéficient en assurance automobile les membres de ces associations par rapport aux non-membres. MD / Le logo TD et les autres marques de commerce sont la propriété de La Banque Toronto-Dominion ou d'une filiale en propriété exclusive au Canada et(ou) dans d'autres pays.

MONDE

« L'espoir n'est pas une stratégie »

Mitt Romney dénonce le bilan de Barack Obama au Moyen-Orient

RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — Quatre jours après avoir relancé sa candidature par une bonne performance lors du premier débat présidentiel, Mitt Romney a appelé hier à un changement de cap au Moyen-Orient en critiquant le bilan de Barack Obama dans cette région tourmentée.

Romney a répété ses appels pour le renforcement des sanctions contre l'Iran, l'approvisionnement en armes des rebelles syriens et l'augmentation du budget du Pentagone.

« Je sais que le président espère un Moyen-Orient plus sûr, plus libre et plus prospère, allié des États-Unis. Je partage cet espoir. Mais l'espoir n'est pas une stratégie », a déclaré le candidat républicain à la Maison-Blanche, qui dénonce la « passivité » du président dans les dossiers libyen, iranien, syrien et israélo-palestinien.

« Nous ne pouvons pas aider nos amis et battre nos ennemis si nos paroles ne sont pas appuyées par des actes et si la perception de notre stratégie n'est pas celle d'un partenariat, mais celle de la passivité », a-t-il ajouté lors d'un discours à l'Académie militaire de Lexington, en Virginie, un des États-clés de l'élection présidentielle du 6 novembre.

Mitt Romney n'a pas annoncé de nouvelles positions, mais a répété ses appels pour le renforcement des sanctions contre l'Iran, l'approvisionnement en armes des rebelles syriens et l'augmentation du budget du Pentagone, entre autres. À moins d'un mois du scrutin présidentiel, l'ancien gouverneur du Massachusetts cherchait surtout à asseoir sa stature de futur commandant en chef et à exploiter les bouleversements actuels au Moyen-Orient.

« Quand on observe ce qui se passe au Moyen-Orient actuellement – l'Iran qui s'approche plus que jamais de l'arme nucléaire, le conflit en Syrie qui risque de déstabiliser la région, des extrémistes violents qui sont en marche et un ambassadeur des États-Unis et trois autres [compatriotes] qui ont probablement été tués par des associés d'Al-Qaïda –, il est évident que le risque d'un conflit dans la région est plus important qu'au moment où le président est entré en fonction », a déclaré Mitt Romney.

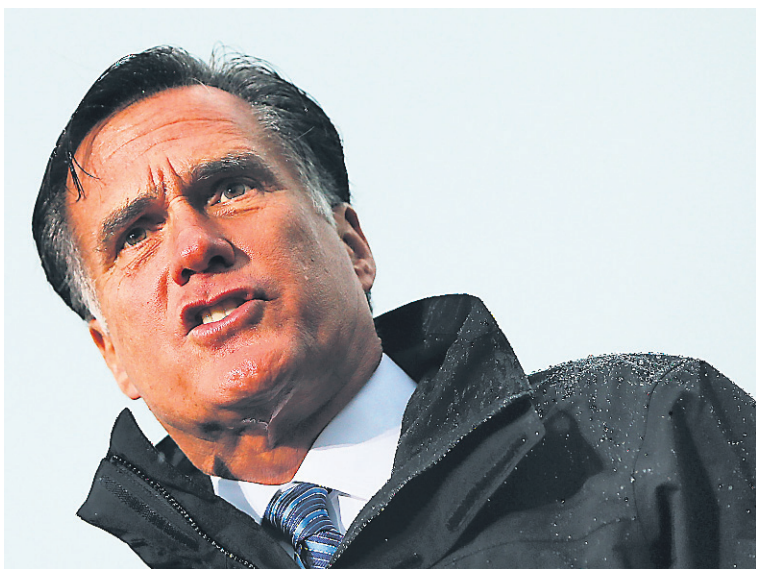


PHOTO SHANNON STAPLETON, REUTERS

Gonflé à bloc par sa performance au débat de la semaine dernière, le candidat républicain Mitt Romney a attaqué la politique étrangère de Barack Obama.

« La sécurité de l'Amérique et la cause de la liberté ne peuvent souffrir de quatre autres années comme les quatre dernières », a-t-il ajouté.

« Guerre contre l'Occident »

Les sondages indiquent que les Américains font plus confiance à Barack Obama qu'à Mitt Romney sur les questions de politique étrangère et de sécurité nationale. L'élimination d'Oussama ben Laden fait partie des réussites dont le président se félicite, mais l'attaque contre le consulat des États-Unis à Benghazi l'expose à des critiques pointues.

Mitt Romney a d'ailleurs rappelé que l'administration Obama a d'abord tenté de minimiser la nature des attaques qui ont mené, le 11 septembre, à la mort de l'ambassadeur Christopher Stevens.

« Non, comme l'administration l'a finalement admis, ces attaques étaient l'œuvre délibérée de terroristes qui utilisent la violence pour imposer leur obscure idéologie aux autres, particulièrement aux femmes et aux filles, qui se battent pour prendre aujourd'hui le contrôle d'une grande partie du Moyen-Orient et qui cherchent à déclencher une guerre permanente contre l'Occident », a-t-il dit.

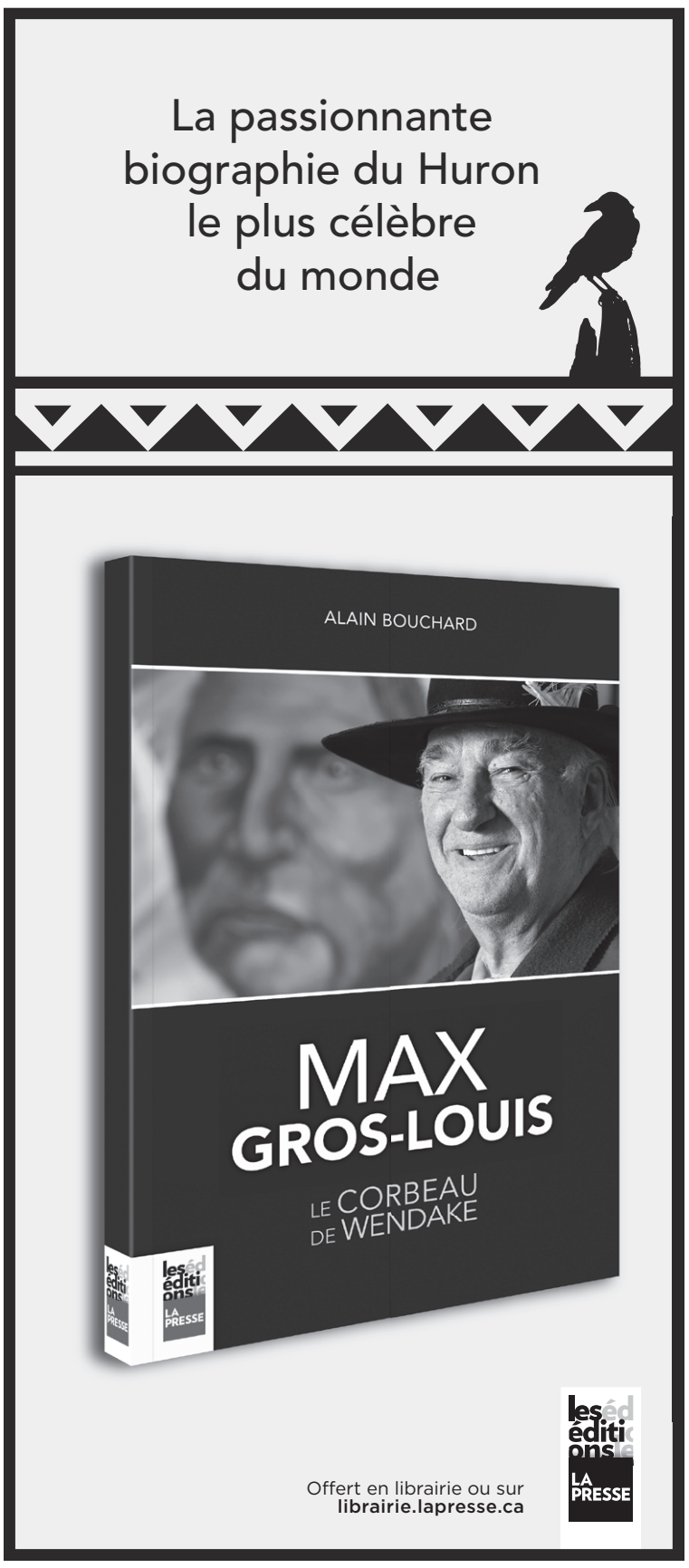
L'ancienne secrétaire d'État américaine Madeleine Albright a réagi au nom du camp de Barack Obama et a donné une note médiocre – « C » – à Mitt Romney pour son discours « plein de platitudes et dénué de substance ».

« J'aimerais demander au gouverneur Romney ou à ses conseillers ce qu'il ferait précisément de différent », a-t-elle déclaré lors d'une conférence téléphonique.

Le discours de Mitt Romney donnait le coup de départ à une semaine de campagne qui devrait être dominée par l'unique débat entre les candidats à la vice-présidence, le démocrate Joe Biden et le républicain Paul Ryan. Cet affrontement aura lieu jeudi soir.

La performance de Mitt Romney lors du premier débat présidentiel lui a permis de bondir dans certains sondages. Le Pew Research Center a notamment publié hier un baromètre donnant au candidat républicain une avance de quatre points de pourcentage (49 % contre 45 %) auprès des électeurs les plus susceptibles de voter à l'élection du 6 novembre.

Il faudra cependant attendre encore quelques jours et plusieurs autres sondages avant de savoir si ce rebond est durable ou passager.



Rapport du FMI sur les États-Unis

Mise en garde contre l'austérité « excessive »

AGENCE FRANCE-PRESSE

TOKYO — Le Fonds monétaire international (FMI) a exhorté les États-Unis à assainir leurs finances publiques, mais avec mesure à court terme afin de ne pas compromettre la reprise économique fragile du pays.

« Aux États-Unis, il est impératif d'éviter un rééquilibrage budgétaire excessif en 2013, de relever rapidement le plafond de la dette et d'obtenir un accord sur un plan crédible d'assainissement des finances publiques à moyen terme », écrit le FMI dans ses prévisions économiques mondiales, publiées hier avant son assemblée générale annuelle à Tokyo.

À court terme, le plus important risque pesant sur la croissance américaine est celui lié « à une intensification supplémentaire de la crise de la zone euro », indique le Fonds.

L'organisation perçoit néanmoins comme un « risque majeur » « l'éventualité d'un rééquilibrage budgétaire particulièrement violent dans le cas où les responsables politiques ne parviendraient pas à se mettre d'accord sur les moyens d'empêcher les hausses d'impôts et la baisse des dépenses publiques fortes et automatiques devant entrer en vigueur au début de 2013 ».

Le rapport fait référence au « mur budgétaire » auquel l'économie américaine risque de se heurter si le camp démocrate du président américain Barack Obama et l'opposition républicaine, qui tient la Chambre des représentants, ne s'entendent pas d'ici à la fin de l'année sur un plan de réduction de la dette publique américaine (103 % en 2011).

Si cela devait arriver, la croissance de la première économie mondiale « calerait en 2013 », estime le FMI, pour qui, « à l'extrême », la contraction budgétaire pourrait coûter quatre points de croissance au pays.

Le Fonds prédit aussi en pareil cas des « retombées importantes sur les grands partenaires commerciaux des États-Unis », comme l'Europe.

Réformes urgentes

Il n'en reste pas moins « urgent » selon lui que Washington adopte un plan de rééquilibrage budgétaire « axé autour de la réforme des régimes d'indemnités et de la fiscalité », qui « ramènerait la dette publique sur une trajectoire viable à moyen terme ».

Dans le cas contraire, ajoute le Fonds, les investisseurs pourraient douter de la capacité de remboursement des États-Unis, et les taux – actuellement très bas – auxquels emprunte le Trésor américain risquent de monter et de menacer la reprise.

PRESSIONS SUR LA GRÈCE

Les créanciers de la Grèce lui ont demandé d'agir d'ici au prochain sommet européen du 18 octobre pour mettre en œuvre les réformes promises, le jour où la zone euro a donné le coup d'envoi de la principale arme contre la crise qui mine l'Europe depuis plus de trois ans. Athènes cherche à débloquer une tranche vitale de 31,5 milliards d'euros tirée d'un prêt international de 130 milliards, accordé l'hiver dernier. Le versement a été bloqué depuis juin par ses créanciers dans l'attente de l'adoption d'un nouveau train d'économies budgétaires et de rigueur.

— Agence France-Presse

VERS UN ACCORD À CHYPRE

Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso et la zone euro ont appelé Chypre, hier, à parvenir rapidement à un accord sur le plan de sauvetage financier proposé par la troïka (UE, FMI, BCE) pour renflouer son économie. L'heure presse d'autant plus que l'agence d'évaluation financière Moody's a sévèrement sanctionné Chypre hier soir, en abaissant sa note de trois crans à « B3 », ce qui devrait renchérir son accès aux marchés financiers. Cette note pourrait encore être abaissée à moyenne échéance puisque l'agence lui associe une « perspective négative ». — Agence France-Presse

LE TOUR DU GLOBE

États-Unis
Romney approuvera Keystone XL

Le candidat républicain à la vice-présidence des États-Unis, Paul Ryan, a déclaré hier que si Mitt Romney était élu en novembre, il donnerait le feu vert au projet d'oléoduc Keystone XL de TransCanada dès son premier jour au pouvoir. M. Ryan a affirmé devant des partisans réunis à Toledo, en Ohio, que l'approbation de l'oléoduc, qui servirait à transporter le pétrole produit à partir des sables bitumineux de l'Alberta jusqu'à des raffineries au Texas, permettrait de créer des milliers d'emplois dans le domaine de la construction et en usine.

—Associated Press

Corée du Nord
Des missiles pouvant frapper les États-Unis

La Corée du Nord a annoncé qu'elle possédait des missiles stratégiques capables de frapper le territoire des États-Unis, en réponse au nouvel accord conclu dimanche entre Washington et Séoul pour augmenter la portée des missiles sud-coréens.

Le porte-parole de la Commission de la Défense nationale a déclaré que les missiles stratégiques avaient « placé à portée de tir non seulement les forces américaines dans la péninsule coréenne, mais aussi le Japon, Guam et même le territoire des États-Unis ».

— Agence France-Presse

Égypte Amnistie pour les partisans de la « révolution »

Le président égyptien Mohamed Morsi a décidé d'amnistier les personnes arrêtées pour des actes visant à « soutenir la révolution ». Les faits concernés sont ceux « commis dans le but de soutenir la révolution et réaliser ses objectifs dans la période allant du 25 janvier 2011 au 30 juin 2012, à l'exception des crimes d'homicide volontaire ». L'amnistie concerne les personnes déjà condamnées par la justice et celles qui font toujours l'objet d'une enquête ou sont en cours de jugement, selon le texte.

— Agence France-Presse

Iran
« De huit à dix mois » pour une bombe

L'Iran pourrait enrichir assez d'uranium pour se doter d'une bombe atomique en l'espace de 2 à 4 mois et aurait ensuite besoin de 8 à 10 mois pour fabriquer l'arme en question, ont indiqué hier les auteurs d'un nouveau rapport américain. L'Institut pour la science et la sécurité internationale, l'organisation indépendante sans but lucratif qui a publié ce rapport, vient appuyer des propos du secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, qui avait déclaré le mois dernier que l'Iran aurait besoin « d'environ un an » pour produire une bombe nucléaire, si Téhéran prenait une telle décision.

— Agence France-Presse

Après avoir subi la guerre, des milliers de familles se retrouvent dans un camp de réfugiés à la frontière de la Syrie et de la Turquie. Des 6000 personnes qui y habitent, environ la moitié ont

***LA PRESSE* EN SYRIE** LES ENFANTS RÉFUGIÉS À LA FRONTIÈRE

LE CAMP DE

La guerre, les réfugiés. L'un ne va pas sans l'autre. Les civils qui fuient les bombardements se précipitent dans les pays voisins. Mais la Turquie, qui a déjà accueilli près de 100 000 réfugiés, attend de construire de nouveaux camps avant d'en accepter d'autres. Depuis des semaines, 6000 personnes sont donc retenues à la frontière, où elles vivent dans des conditions déplorables. La moitié ont moins de 6 ans, et 80 % de ces enfants souffrent de dépression. Bienvenue en enfer.

TEXTE : MICHÈLE OUIMET
PHOTOS : EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE
ENVOYÉS SPÉCIAUX
SYRIE

Un champ brûlé par le soleil qui chevauche la frontière entre la Syrie et la Turquie. Peu d'eau, pas d'électricité, une dizaine de toilettes puantes infestées de mouches. Au milieu de ce grand champ insalubre, 6000 réfugiés, dont la moitié sont des enfants de moins de 6 ans.

Après avoir vécu la guerre, les bombes et la peur, les enfants ont atterri dans ce camp de fortune balayé par un vent brûlant. Le jour, ils s'ennuient; la nuit, ils font des cauchemars. Ils revoient les bombes, leur maison qui explose, leurs parents désespérés, leur pays qui sombre dans la folie.

Fatima a 12 ans. Elle s'approche de moi en souriant et m'aide à replacer mon foulard qui flotte au vent. Car même s'il fait chaud, même si le thermomètre dépasse les 40°C, les femmes portent des manches longues et un foulard qui couvre leur front et leur poitrine.

Fatima déteste le camp: la saleté, les toilettes remplies d'excréments, les huit douches où coule un filet d'eau, les insectes, le désœuvrement et la nourriture, toujours la même: de la soupe avec des patates, encore et encore. Dans ce camp sans nom, il n'y a ni électricité ni école.

Mais ce qu'elle déteste le plus, c'est le président Bachar al-Assad, « parce qu'il tue les enfants ». « Il a tué mon cousin et détruit des maisons. »

Elle regarde un homme passer avec une baguette de pain. Elle plisse le nez. « Le pain n'est pas bon. Il vient de Turquie, il n'est pas assez cuit. »

Elle claque la langue et fait la moue.

Elle n'aime qu'une chose: le terrain de jeu planté au milieu du champ, avec des glissoires et des balançoires.

Elle est ici depuis à peine une semaine et elle rêve déjà de retourner dans son village, mais elle ne peut pas, car il est bombardé tous les jours.

« Quand mon frère joue avec des pierres, je pense que c'est le bruit d'une roquette. »

Elle n'est pas la seule. Les enfants n'aiment pas le camp. Plus de 80 % d'entre eux sont dépressifs. Huit enfants sur dix. C'est le constat du Dr Moaed. Il travaille dans une petite clinique qui jouxte le camp. À l'extérieur, une file de réfugiés attendent que la poignée de médecins et d'infirmières ait le temps de les examiner.

Selon le Dr Moaed, la guerre a un effet dévastateur sur les enfants. « Je leur prescris des antidépresseurs pour qu'ils se sentent mieux », dit-il.

Les symptômes varient peu d'un enfant à l'autre: ils pleurent, crient, font des cauchemars ou font pipi au lit, même à 10 ou 11 ans. Le moindre bruit les fait sursauter.

Les plus durement touchés ont de 4 à 15 ans.

Aux bobos de l'âme s'ajoutent ceux du corps: diarrhée, malnutrition, système immunitaire fragilisé. Ils sont vulnérables, ils attrapent tout: maladies de peau, infections pulmonaires, rhumes.

« L'endroit est infesté d'insectes, de serpents et de scorpions, ajoute le Dr Moaed. Les piqûres font mal, mais elles ne sont pas mortelles. »

Même si le camp est situé sur la frontière, il est en territoire syrien. Il constitue donc une cible pour le gouvernement de Bachar al-Assad, qui tue les civils et continue de bombarder la région. Les parents ont peur, les enfants aussi. La peur est contagieuse. Elle dérègle le corps et l'esprit des petits.

Omar, 5 ans, a des yeux immenses qui lui donnent un regard candide que la guerre n'a pas encore abîmé.

« Le soleil est trop fort, je n'aime pas ça, ici, dit-il. Ma maison a tremblé, les vitres sont brisées et les gens couraient. »

Abdo, 4 ans, ajoute de sa petite voix fêlée: « Je me sens triste et je pleure souvent. »

Iman, elle, a 10 ans. Délurée, le toupet en bataille, elle rit en poussant du coude son amie Sidra, qui a une mauvaise toux.

« Tous les jours, je dis à ma mère que je veux rentrer à la maison. »

Sidra précise: « Quand mon frère joue avec des pierres, je pense que c'est le bruit d'une roquette. »

Omar, Adbo, Iman et Sidra. Quatre enfants qui sont passés d'une vie tranquille à la guerre, puis à ce camp de misère. Quatre enfants qui ont perdu leur innocence.

La mosquée de l'imam Mohammed Al Khalili est située à côté du camp. Il l'a ouverte aux réfugiés. Elle accueille 900 femmes et enfants, dont Omar, Abdo, Iman et Sidra. Ils vivent dans une incroyable pagaille. Chaque pouce carré du jardin est occupé. Des draps sont accrochés aux arbres pour créer un peu d'intimité. À l'intérieur, les enfants pleurent, rient, se bousculent, et leurs cris sont amplifiés par les hauts plafonds. Des cordes à linge traversent le hall, où pendent des robes, des chandails et des voiles.

Les affrontements continuent à Homs

DAMAS — Le chef de la principale coalition d'opposition s'est rendu hier en Syrie, où l'armée a lancé une offensive généralisée pour tenter d'annihiler d'ici la fin de la semaine les poches de résistance à Homs, « capitale de la révolution ».

Le chef du Conseil national syrien (CNS) Abdel Basset Sayda, qui faisait son premier déplacement en Syrie depuis sa désignation en juin, a visité la localité de Bab al-Hawa, frontalière de la Turquie, dans la province d'Idleb, ont indiqué à l'AFP des responsables de la rébellion qui contrôle cette zone.

Parallèlement, à la frontière nord-est du pays, l'armée turque a une nouvelle fois riposté hier à la chute d'un obus syrien dans la province de Hatay, en tirant sur des positions de l'armée syrienne.

Autre signe que le conflit syrien menace la stabilité de la région, un obus tiré de la Syrie est de nouveau tombé hier dans le nord du Liban, où des tirs ont également eu lieu près d'un poste de la Sûreté générale, selon une source au sein des services de sécurité libanais.

Les violences en Syrie ont fait au moins 32 000 morts, en vaste majorité des civils, depuis la mi-mars 2011, début du soulèvement contre le régime, selon un nouveau décompte de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Hier, au moins 141 personnes ont été tuées, d'après un bilan provisoire de l'OSDH.

« L'armée tente de nettoyer les derniers quartiers rebelles de Homs », a affirmé à l'AFP une source au sein des services de sécurité syriens.

— Agence France-Presse

moins de 6 ans. À travers les horreurs du camp, ils espèrent retrouver une vie plus normale, le plus tôt possible.

L'ENFER

Ils ont de la chance, ils ne vivent pas dans le champ brûlé par le soleil.

■■■

Les adultes aussi sont traumatisés. Ils ont fui leur village pilonné par l'armée de Bachar al-Assad. Le bruit assourdissant des bombes, le fracas des vitres qui volent en éclats, les maisons qui s'écroulent, la panique, la perte d'un frère ou d'un mari. Certains ont eu le temps de ramasser quelques effets avant de s'enfuir vers la frontière, mais la plupart vivent dans un grand dénuement: quelques couvertures, des contenants en plastique et un peu de linge, c'est tout ce qu'il reste de leur vie.

Ils ont pris la route avec leurs bébés et leurs enfants sous le bras en espérant rejoindre la Turquie, qui n'est qu'à quelques kilomètres. Ils ont été arrêtés à la frontière. La Turquie ne veut pas d'eux, pas tout de suite. Elle a déjà accueilli près de 100 000 réfugiés. Les Turcs construisent de nouveaux camps, propres, avec de l'eau et de l'électricité. En attendant cet eldorado, les réfugiés sont retenus à la frontière dans leur camp pourri qui n'a même pas de nom. Sauf que les jours et les semaines passent et peu réussissent à passer du côté turc.

« La Turquie n'accepte que de 300 à 500 réfugiés par semaine, dit l'imam de la mosquée. Ils pourraient en prendre davantage. Ils disent qu'ils n'ont pas de place. C'est un mensonge ! »

Il est révolté par l'état déplorable du camp. « Je n'ai jamais vu d'aussi mauvaises conditions. Hier, un dentiste est venu, mais il est aussitôt reparti, car il n'avait rien pour travailler, même pas une chaise. À la pharmacie, ils n'ont pas d'antidouleurs ! »

Une organisation catholique irlandaise a visité le camp. Le responsable a été horrifié par l'insalubrité des lieux.

« Ce matin, un homme distribuait du pain. Il se tenait à quelques mètres d'un énorme trou rempli d'excréments. Les mêmes mouches se posaient sur le pain et sur les excréments. »

Dans le champ, des tentes et trois structures ouvertes à tout vent accueillent les milliers de réfugiés. Ces structures servaient à accueillir les camions qui passaient la douane. Les territoires des familles sont délimités par des tapis et des couvertures accrochées avec de la corde. L'espace est minimaliste: 7 m² pour une famille de 15 ou 20.

Mohammed a fui avec sa femme et ses enfants. Sa maison n'a pas été détruite, seules les vitres ont volé en éclats, mais il n'ose pas y retourner parce que son village est toujours bombardé. Et son frère est mort à la guerre. Il préfère le camp et ses misères à la peur de mourir sous une bombe. La vie n'est pas facile dans ses sept mètres carrés. Les enfants crient et se bousculent, ils ont faim, l'eau est rare et les bébés pleurent la nuit.

« Les enfants font des cauchemars, raconte Mohammed. Dès qu'ils entendent un bruit sec, ils pensent que c'est une bombe. »

Un peu plus loin, quatre vieilles m'arrêtent et chassent les hommes de la main. Elles soulèvent leurs jupes et ouvrent leur corsage pour me montrer leurs piqûres. Leur peau est rouge et enflée. Elles n'ont rien pour soulager leurs démangeaisons.

■■■

Aucun organisme international n'est présent à la frontière pour aider les réfugiés, ni la Croix-Rouge, ni CARE, ni Médecins du monde, ni le Programme alimentaire mondial de l'ONU. C'est un restaurant turc qui prépare la bouffe pour les réfugiés.

Il n'y a donc personne pour aider Omar, Adbo, Iman et Sidra, sauf une poignée d'infirmières et de médecins débordés. Il n'y a personne non plus pour consoler Fatima, qui déteste le camp et Bachar al-Assad. Fatima qui m'a aidée à replacer mon voile et qui est repartie le nez en l'air, son hidjab noué étroitement autour de sa tête. Elle a levé un regard inquiet vers le ciel. Elle a peur des avions, mais elle a surtout peur que leur ventre s'ouvre pour lâcher une bombe.

Pour joindre notre chroniqueuse : **michele.ouimet@lapresse.ca**

ÉLECTION AU VENEZUELA

Réélu, Chavez a tiré profit de ses programmes sociaux

AGENCE FRANCE-PRESSE

CARACAS — La nette réélection dimanche d'Hugo Chavez à la tête du Venezuela pour six ans illustre la forte popularité de ses programmes sociaux basés sur la redistribution des revenus pétroliers dont bénéficient les classes défavorisées, majoritaires dans le pays, estiment des analystes.

« La principale origine des soutiens au président est sa politique sociale, derrière laquelle se trouvent les importantes recettes fiscales [provenant] du pétrole. C'est le bras armé de sa gestion et son lien avec les couches les plus basses de la population », explique à l'AFP le politologue John Magdaleno, au lendemain de la victoire d'Hugo Chavez sur Henrique Capriles Radonski.

Élu pour la première fois en décembre 1998, il a consacré le début de son mandat à remodeler le cadre constitutionnel du Venezuela. Dans la foulée, il lance une réforme agraire et instaure une reprise en main du secteur pétrolier.

En avril 2002, le licenciement de plusieurs dirigeants de la société pétrolière publique (PDVSA) provoquera un vaste mouvement de grève et débouchera sur une tentative de coup d'État.

En 2003, conseillé par Fidel Castro, le président Chavez lance ses premières « missions sociales » au cœur des quartiers populaires, en premier lieu dans les domaines de la santé et de l'éducation, avec notamment le soutien de coopérants cubains, dont le pays est rétribué en pétrole.

Effectivement élu sur un programme de gauche radicale, Hugo Chavez est toutefois accusé d'utiliser ses missions à des fins électoralistes.

M. Chavez s'est imposé avec 54,8 % des suffrages devant son jeune concurrent Henrique Capriles Radonski (44,5 %), soit une différence d'environ 1,5 million de voix, le résultat le plus serré jamais obtenu par l'opposition en 14 ans, d'après des résultats portant sur 95,5 % des bulletins. Le taux de participation était supérieur à 80 %.

Ce franc succès de Chavez ne doit cependant pas masquer la percée sans précédent de l'opposition, de droite comme de gauche, parvenue à mobiliser presque la moitié du pays derrière un nom et un projet de libre entreprise de centre gauche radicalement distinct du « socialisme démocratique du XXIe siècle » du président.

AUTRE TEXTE À LIRE EN PAGE 2 DE *LA PRESSE AFFAIRES*

PHOTO LUIS ACOSTA, AGENCE FRANCE-PRESSE

Hugo Chavez a été réélu dimanche à la tête du Venezuela. Il s'est imposé avec 54,8 % des suffrages, notamment grâce à ses programmes sociaux.

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
Guy Crevier > Président et éditeur
Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Mario Girard > Directeur principal de l'information **André Pratte** > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

BŒUF CONTAMINÉ

Une sale histoire

ARIANE KROL
akrol@lapresse.ca

Les informations qui commencent à filtrer en provenance de l'abattoir d'XL Foods sont inquiétantes. Qu'attend Ottawa pour annoncer une enquête indépendante?

Au moins 11 personnes infectées par la bactérie *E. coli*, des centaines de milliers de kilos de viande visés, un rappel qui s'élargit de jour en jour. Plus d'un mois après la découverte de lots contaminés en provenance du plus gros abattoir de bœuf du pays, le problème n'est pas encore réglé. Et on nous demande de faire confiance au système d'inspection? Un instant.

Les informations fournies jusqu'ici par l'entreprise et par l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) n'ont rien de rassurant. Équipement mal entretenu. Analyses inadéquates. Mesures correctives insuffisantes. Formation déficiente. L'abattoir, de toute évidence, n'a pas fait son boulot.

Les inspecteurs fédéraux ont-ils fait le leur? Ce n'est pas l'ACIA qui nous le dira. Encore moins le ministre fédéral de l'Agriculture. Seul un enquêteur indépendant peut reconstituer toute l'histoire, et exiger les changements nécessaires. Ottawa doit en nommer un sans tarder.

La contamination a été signalée le 4 septembre. Neuf jours après, l'ACIA retirait à XL le droit de produire pour les États-Unis. Pour le marché canadien, l'interdit est arrivé deux semaines plus tard seulement, à la fermeture de l'usine.

Pourquoi un tel délai? Entre autres parce que XL a tardé à fournir l'information demandée dans un format adéquat, dit l'Agence. Le projet de loi S-11, qui doit revenir bientôt devant les Communes, donnera plus de pouvoirs aux inspecteurs gouvernementaux, promet le ministre Ritz.

Et c'est censé nous rassurer? L'ACIA avait 6 vétérinaires et 40 inspecteurs sur place. Que leur manquait-il d'autre pour faire leur travail? Encore là, ce n'est pas l'Agence qui nous le dira. Encore moins le ministre, surtout si son projet de loi ne prévoit rien pour y remédier. Un enquêteur indépendant, par contre...

L'inspection alimentaire, ne l'oublions pas, se concentre désormais sur des points critiques. Une stratégie défendable, à condition que l'entreprise remplisse sa part du contrat. Ce que n'a pas fait l'abattoir albertain. Il avait un bon plan de contrôle, mais ne l'a pas entièrement suivi, a découvert l'ACIA.

XL en paie aujourd'hui le prix. Mais elle n'est pas la seule. Au moins 11 personnes ont été malades. Des consommateurs ont dû jeter leur viande. Des employés sont sans travail. Des éleveurs doivent amener leurs bêtes plus loin.

L'usine rouvrira seulement quand elle sera sécuritaire, a promis le ministre. Ça ne suffit pas.

Le premier abattoir bovin au pays néglige la salubrité et l'ACIA n'y voit que du feu. Il faut que de la viande contaminée en sorte pour qu'elle s'en aperçoive. Comment est-ce possible? Et que faire pour que ça ne se produise pas ailleurs?

C'est ce qu'il faut déterminer pour rétablir la crédibilité du système.

Blasphème et offense

MARIO ROY
mroy@lapresse.ca

La fatwa condamnant à mort Salman Rushdie a été prononcée par l'ayatollah Khomeini en février 1989, cinq mois après la publication des *Versets sataniques*. La dernière fois qu'elle a été renouvelée (avec une prime augmentée à 3,3 millions US), c'était il y a trois semaines, au moment où l'écrivain publiait ses mémoires, *Joseph Anton, une autobiographie*.

Joseph Anton est son nom de guerre, le pseudonyme que les services secrets britanniques ont utilisé pour assurer sa protection.

Il est difficile de faire le tour complet de cette épopée, tant elle annonçait de bouleversements mondiaux et de reculs de civilisation. L'affaire des *Versets sataniques* illustrait en effet une mutation politique de l'islam dont Rushdie, un « musulman laïque » élevé dans la tolérance, dresse un bilan à l'évidence sévère. Elle présageait une nouvelle forme de violence – voir les caricatures danoises, Theo van Gogh ou les bouddhas de Bamiyan – dont le 11 septembre 2001, dans sa dimension symbolique, représente à ce jour le plus haut fait d'armes.

Enfin, elle amorçait le retour en force de la notion de blasphème, le nom de guerre le plus ancien de la censure.

Depuis qu'on a ouvert cette brèche, en effet, l'ONU ne cesse d'entendre avec bienveillance des appels à la condamnation du blasphème; ils ont été plus stridents que jamais lors du dernier défilé des chefs d'État à la tribune de l'Assemblée générale, en septembre. Dans le débat public, prononcer le mot « islamophobie », un terme mis à la mode par l'affaire des *Versets sataniques*, est le plus sûr moyen d'imposer le silence. Des théologiens, penseurs et cadres supérieurs des autres religions constituées ont sauté avec délectation dans le train de la répression du discours critique.

De sorte qu'il est devenu coutumier, presque admis, que le blasphème et sa petite sœur, l'offense, amènent de dures représailles, comme ce fut le cas encore tout récemment.

■■■

Cependant, bien que tous ces événements, violences, censures et reculs soient considérables, ce n'est pas surtout ce qu'on retient du compte rendu que fait Rushdie-Anton de ses années de réclusion forcée.

Ce qui frappe, c'est la reddition sans conditions dont se rendirent coupables des gouvernements, dont celui de Margaret Thatcher, muet et immobile pendant toute l'affaire. Mais aussi des éditeurs, artistes, littérateurs, penseurs et journalistes – pour un, le journal britannique *The Independant*, impeccablement de gauche, pencha plutôt du côté des ayatollahs. Or, contrairement aux gouvernements, les gens de plume, de création et d'idées n'ont pas d'intérêts à protéger. Ou plutôt ils en ont un, un seul: leur survie est intiment liée à celle de la liberté d'expression.

Faut-il donc parler en ce cas de psychose suicidaire? De syndrome de Stockholm? Il y a là un mystère que même Salman Rushdie n'est pas parvenu à percer.

DROITS RÉSERVÉS/apcote@lesoleil.com

LE BLOGUE > QUEL AVENIR POUR MONTRÉAL?

DES LOGEMENTS POUR ELLES!

La PDG du Y des femmes de Montréal, Hélène Lépine, est formelle: pour favoriser la contribution citoyenne des femmes, Montréal a besoin d'améliorer leur accès, particulièrement aux plus jeunes, à des logements décents, abordables et sécuritaires.

Lisez le billet d'Hélène Lépine et réagissez sur lapresse.ca/avenirmtl

OPINION

Mea-culpa

La publicité-choc m'a convaincue: fini les textos au volant

MÉLANIE DUGRÉ
L'auteure est avocate et mère de trois garçons.

J'informe la gardienne de mon retard; je demande à mon amoureux de passer acheter du lait; je donne des instructions à mon adjointe; j'organise le prochain souper de filles. Tout ça par textos. En conduisant mon auto avec, bien souvent, mes lionceaux à bord. Honte à moi.

Est-ce que mon aveu de culpabilité me soulage la conscience? Si peu. Surtout que depuis quelques jours, les images de la publicité-choc de la SAAQ tournent en boucle dans ma tête et je suis hantée par les paroles de mon fils de 7 ans dont la mâchoire s'est décrochée à la vue des images saisissantes de cette vidéo de quelques secondes. Secoué et ébranlé, il s'est exclamé: « Maman! C'est comme tu fais tout le temps. Toi aussi, tu pourrais avoir un accident ».

Le texto me permet d'entretenir l'illusion que je suis en parfait contrôle de ma vie et que j'améliore mon coefficient d'efficacité en accomplissant plusieurs tâches à la fois.

En effet. Je n'ai absolument aucune excuse valable, mais une douteuse explication: je cours après ma queue, après mon souffle, après mon temps; bref, je cours tout le temps. Brutal constat d'une mère de famille qui travaille à temps plein. Cette merveilleuse invention qu'est le texto me permet d'entretenir l'illusion que je suis en parfait contrôle de ma vie et que j'améliore mon coefficient d'efficacité en accomplissant plusieurs tâches à la fois.

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE
L'envoi de textos au volant s'impose comme la conduite avec facultés affaiblies des temps modernes.

Je suis généralement agacée, voire exaspérée, par les publicités qui me renvoient à mes travers et mes défauts en me rappelant toutes ces bonnes actions que je ne pose pas. Manger cinq portions de fruits et de légumes quotidiennement, rincer les contenants avant de les mettre au recyclage, acheter des couches lavables pour mes bébés. À ce jour, je restais donc plutôt insensible aux messages de prévention sur les textos au volant et, comme le fumeur qui ignore les avertissements sur les paquets de cigarettes, je plongeais ma tête d'autruche dans le sable du déni.

Pourtant, l'envoi de textos au volant s'impose comme la conduite avec facultés affaiblies des temps modernes. Il fut un temps où prendre le volant avec une bière entre les deux jambes était valorisé et glorifié. À une époque où le téléphone intelligent est devenu un véritable prolongement de nous-mêmes, un petit appendice sans lequel nous ne pouvons plus vivre ni fonctionner, couper le cordon qui nous y unit devient un douloureux exercice de sevrage.

Si les chiffres de la SAAQ révèlent que ce phénomène est particulièrement répandu chez les jeunes hommes de moins de 35 ans « qui ont le texto en excroissance au bout des doigts », je suis convaincue que la problématique est beaucoup plus vaste. J'en suis un exemple repentant. Les mentalités sur la conduite avec les facultés affaiblies ont changé grâce aux larges campagnes de sensibilisation, mais aussi à la suite du durcissement des lois. Il semble, parfois, que seule l'imposition de sanctions sévères puisse venir à bout de comportements délinquants. Parlez-en à mes enfants... Il faut donc espérer qu'au-delà de ces images percutantes, le gouvernement reverra sa position sur l'amendement de la loi et la majoration des sanctions. Je persiste à croire que l'un ne va pas sans l'autre afin de s'attaquer avec succès à cette pratique et en réduire l'incidence.

Dans l'intervalle, je confirme l'efficacité de cette publicité-choc, je fais mon mea-culpa et je m'engage à ne plus envoyer de textos au volant. Je l'ai d'ailleurs promis à mon fils.

À BIEN Y PENSER

Dans le dossier de Gentilly, on ne parle que de Gentilly-2. Pourtant, Gentilly-1, qui n'a pas vraiment servi depuis des dizaines d'années, est encore debout. Alors que nos grands-parents auraient dû commencer de leur vivant à assumer les coûts de sa démolition, nous reportons encore cette dette sur nos petits-enfants. Payer sa juste part n'est qu'un mythe, me semble-t-il. Où est la justice intergénérationnelle?

— Gilles Malo

DÉBATS

Couillard : la carte du PLQ

LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

À première vue, Philippe Couillard a toutes les chances de devenir le prochain chef du Parti libéral… et l'on peut présumer que c'est sans plaisir que M^me^ Marois et M. Legault le voient venir. Pour la première ministre, il serait un chef de l'opposition implacable et brillant. Et il risque de faire de l'ombre à M. Legault, qui n'a ni sa prestance ni son bagout.

On peut présumer que c'est sans plaisir que M^me^ Marois et M. Legault le voient venir.

Ce n'est pas par hasard que la plupart des vieux routiers du PLQ ont jeté leur dévolu sur lui. C'est qu'il constitue, pourvu qu'on puisse le prédire dans l'univers si mouvant de la politique, une valeur sûre.

Il a plus d'étoffe que Pierre Moreau, qui est encore trop vert pour la fonction, et il a le charisme que Raymond Bachand n'aura jamais: l'ancien ministre des Finances a de solides qualités, mais on ne l'imagine pas en chef de parti capable de mobiliser les foules.

M. Couillard, lui, a tous les atouts.

Il a de l'expérience gouvernementale, mais on ne peut lui imputer tous les péchés du gouvernement précédent, puisqu'il a quitté la politique il y a trois ans. Il jouit donc de l'enviable statut d'être à la fois un nouveau venu et un parlementaire aguerri.

L'homme est cultivé, érudit, il s'exprime à merveille. Il a du coffre, de l'allure, et projette une image de sérieux.

Lors de son allocution de candidature, la semaine dernière, on voyait qu'il avait des projets en tête, des idées bien réfléchies autant sur la laïcité que sur le fédéralisme, le gaz de schiste ou la tarification. Un homme de substance et de contenu, en somme, doté de maturité intellectuelle, un homme de principe capable de pragmatisme et qui sait où il veut mener le Parti libéral.

Son passage au ministère de la Santé n'a rien eu de mirobolant, mais de nos jours, on n'attend plus de miracle de la part des ministres de la Santé. L'opinion publique, indulgente, ne lui reprochera rien à ce chapitre, et oubliera vite l'apparence de conflit d'intérêts dont il s'est rendu coupable en négociant son contrat avec son futur employeur (un réseau de cliniques privées), alors qu'il était encore en poste. Le conseil exécutif était au courant, et cette firme n'a jamais fait affaire avec le gouvernement. Il n'y a pas là matière à scandale.

M. Couillard a toutefois laissé une tache indélébile sur son passage au ministère, en sabotant l'excellent projet que proposait l'Université de Montréal pour le CHUM. À cause de lui – mais surtout à cause de la faiblesse de Jean Charest, qui craignait la démission d'un ministre populaire –, Montréal a raté la chance de devenir un haut lieu international de la recherche biomédicale.

Quelles étaient les motivations de M. Couillard, lorsqu'il a mis tout son poids dans la balance afin de faire passer un projet médiocre centré sur la rénovation d'un vieil hôpital dans un site exigu?

Était-ce l'effet d'une vieille rancune envers les hôpitaux universitaires de Montréal? Son ancien hôpital, Saint-Luc, avait refusé de le réembaucher au retour de son long séjour professionnel en Arabie saoudite, ce qui l'avait forcé à aller exercer à Sherbrooke.

Jeune et brillant neurochirurgien, le D^r^ Couillard avait en effet préféré aller s'enrichir en Arabie saoudite plutôt que de poursuivre des études postdoctorales, comme l'ont toujours fait les meilleurs spécialistes québécois. C'était son droit, bien sûr, mais ce n'était pas le choix le plus noble.

Jusqu'à l'annonce de sa candidature, d'ailleurs, il était encore lié aux pétrodollars de Riyad, en tant que membre du conseil consultatif auprès du ministre de la Santé de l'Arabie saoudite… un pays qui n'est pas exactement une référence en matière de droits de la personne.

L'homme de la situation

S'il en devenait le maire, Denis Coderre pourrait remettre Montréal sur la carte et lui redonner son statut de métropole

GAÉTAN FRIGON
Ex-PDG de la SAQ et de Loto-Québec, l'auteur est président exécutif de Publipage inc.

Certains disent de Denis Coderre qu'il ne fait pas toujours sérieux. Je dirais plutôt qu'il ne se prend pas toujours au sérieux et qu'il a le sens de l'autodérision quand c'est le temps. Et en politique, cela est beaucoup plus une qualité qu'un défaut.

En fait, passer une heure à discuter avec lui équivaut à un cours de politique 101, car la politique lui sort par les oreilles. On lui a d'ailleurs donné toutes sortes de surnoms, celui de « kid Kodak » n'étant pas le moindre. Et il ne s'en offusque pas du tout, car il assume qui il est.

Mais une chose est certaine: il ne laisse personne indifférent. Il est de tous les débats, de toutes les tribunes et il sait jouer avec les mots. En plus, il connaît ses dossiers et sait s'entourer de personnes fortes. Et il est rassembleur, ce qui est une rareté dans le monde d'aujourd'hui. Il est populiste sans être mondain, préférant les dîners spaghetti aux grands banquets.

On oublie souvent que Denis Coderre possède une expérience qui devrait faire l'envie de tous ceux qui le dénigrent. Il est titulaire d'un baccalauréat en sciences politiques de l'Université de Montréal et d'une maîtrise en administration des affaires pour cadres de l'Université d'Ottawa. Candidat défait à trois reprises avant de trouver le chemin de la victoire, il a été tour à tour ministre de l'Immigration et ministre du Sport amateur sous la gouverne de Jean Chrétien. Et il a mené ces deux ministères à bon port.

Après plusieurs mandats comme député à la Chambre des communes, il n'y a aucun doute qu'il a acquis une maturité politique qui pourrait très bien le servir comme maire de Montréal.

D'ailleurs, quand on lui parle de Montréal, vous seriez surpris de voir à quel point il en connaît déjà toutes les facettes, autant les bonnes que les mauvaises. Il sait accorder le mérite

PHOTO ROBERT SKINNER, ARCHIVES LA PRESSE

Quand on lui parle de Montréal, vous seriez surpris de voir à quel point Denis Coderre en connaît déjà toutes les facettes, autant les bonnes que les mauvaises.

au maire Tremblay pour les rénovations d'infrastructures réalisées sous son règne. Il ne cache pas le fait que Montréal est, jusqu'à un certain point, une ville ingouvernable depuis les défusions et qu'il faut en arriver à ce qu'il y ait un seul patron, et non plus 21 comme c'est le cas présentement. Il reconnaît que Montréal doit être gouverné par quelqu'un qui crie fort, autant quand c'est le temps que lorsque ce n'est pas le temps, parce que ça semble aujourd'hui être la seule façon de faire avancer les dossiers.

Les instances gouvernementales supérieures craindraient de lui dire non pour ne pas avoir à en subir les conséquences politiques.

En fait, savoir imposer le respect et la crainte est la qualité la plus importante pour le maire d'une grande ville comme Montréal. Et à cet égard, Denis Coderre saurait faire. Les instances gouvernementales supérieures craindraient de lui dire non pour ne pas avoir à en subir les conséquences politiques. Je vous garantis que, dans bien des cas, le gouvernement du Québec préférerait lui donner ce qu'il demande plutôt que de subir le supplice de la goutte d'eau.

Cependant, Denis Coderre est conscient qu'on ne peut administrer une ville comme Montréal de la même façon qu'on administre la ville de Québec, principalement à cause de l'homogénéité de la population à Québec comparativement à la diversité de la population à Montréal. Mais ce qui est certain, c'est qu'il ne laisserait plus toute la place au maire Labeaume, car Montréal se doit de redevenir la métropole qu'elle a été sous l'égide du maire Drapeau.

Denis Coderre est en mesure de remettre Montréal sur la carte et de lui redonner son statut de métropole.

Selon moi, Denis Coderre est l'homme de la situation pour changer les choses à Montréal. Il a dit qu'il annoncera le 9 novembre s'il se portera candidat à la direction du Parti libéral du Canada ou à la mairie de Montréal. Je suis de ceux qui souhaitent qu'il choisisse Montréal.

Un crime humanitaire

Toute cette corruption depuis des dizaines d'années a privé les gens vulnérables de notre société de centaines de millions en services

FRANCINE LAPLANTE
L'auteure est une femme d'affaires.

Je n'avais jamais mis les pieds dans un CHSLD avant la semaine dernière. Bien évidemment, je savais que sous l'appellation « centre hospitalier de soins de longue durée », il fallait comprendre que ces endroits sont en fait des mouroirs pour personnes âgées et malades. Je savais aussi que vivre dans ces endroits n'est pas une partie de plaisir et que les gens qui y travaillent doivent composer avec des ressources plus que réduites par rapport à la tâche colossale qui est la leur.

Je m'étais donc préparée à cette visite que je devinais difficile, mais jamais je n'aurais pu imaginer qu'il puisse exister en 2012 dans notre Québec moderne des situations aussi choquantes et inexplicables que celle que je m'apprêtais à découvrir.

Dans un CHSLD de Laval, dans une minuscule chambre du troisième étage, séjourne une femme de 32 ans. Cette jeune mère de deux enfants a été foudroyée en 2007 par un cancer rare de la moelle épinière qui l'a rendue complètement dépendante des autres du jour au lendemain. Elle est paraplégique, incontinente, ostéoporotique. Cette exenseignante au primaire est brillante, vive et alerte, avec toute sa tête, et surtout tout son cœur et ses émotions. Elle est pourtant seule et sans ressources, et elle ne voit plus de lumière au bout du noir tunnel dans lequel l'a plongée la maladie.

Elle a frappé à toutes les portes, mais sans succès. Pourtant, la seule chose qu'elle demande, c'est d'avoir accès à des ressources qui lui permettraient d'être auprès de ses enfants, pour les voir grandir et participer à leur éducation. Elle voudrait s'accrocher à cet espoir, le seul qu'il lui reste en tant que condamnée du cancer, parce que même malade et lourdement handicapée comme elle est, elle est une maman.

C'est un crime grave qu'une femme de 32 ans soit enterrée vivante dans un CHSLD faute de moyens et de ressources.

Lorsque je suis sortie de ma rencontre avec cette jeune femme, la radio que je syntonisais dans ma voiture diffusait les premiers résumés du témoignage de Lino Zambito. Tout cet argent dilapidé, toute cette corruption, toute cette fraude, ces millions, voire ces milliards de dollars payés en trop, qui nous ont été carrément volés depuis presque la nuit des temps, mais de façon plus flagrante depuis les dernières décennies… Où est passé cet argent? À qui et à quoi a-t-il servi? À augmenter la richesse des criminels notoires, des ripoux de la pire espèce! À alimenter le crime organisé, qui vend de la drogue à nos enfants dans les cours d'école.

Les conséquences de toutes ces corruptions vont bien au-delà de la question purement éthique. C'est une forme de crime humanitaire puisque tout cet argent payé en trop aurait permis de mettre des ressources en place pour prodiguer les soins nécessaires aux gens vulnérables de notre société. Ces dizaines et dizaines de millions auraient pu servir à réduire le niveau de pauvreté au Québec qui est en voie de devenir le plus élevé du Canada!

Toute cette corruption est un crime contre la personne, un détournement de notre humanité puisqu'elle enlève à la société les moyens qu'elle était en droit d'obtenir. C'est un crime grave de laisser mourir des gens, de ne pas nourrir et éduquer correctement des enfants et de faire patienter sans fin des personnes malades en attente de soins.

C'est un crime grave qu'une femme de 32 ans soit enterrée vivante dans un CHSLD faute de moyens et de ressources. Et c'est carrément odieux qu'en fin de compte, ce soit ses deux enfants qui doivent en payer le prix.

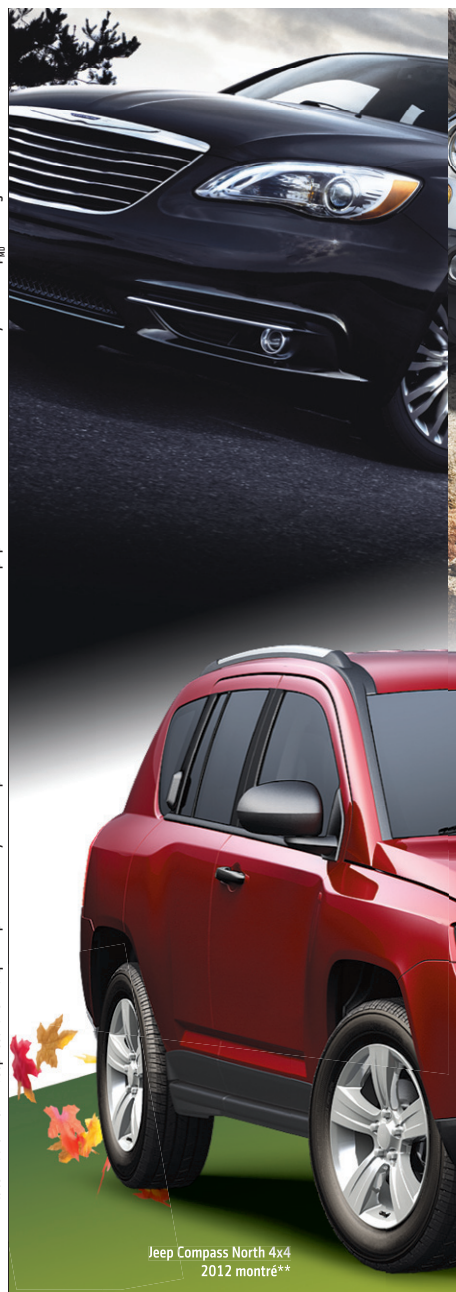
POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca**
VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? **debats@lapresse.ca**

RÉDACTION 514.285.7070 **commentaires@lapresse.ca**
ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453 **www.lapresse.ca/abonnement**
PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363 **petitesannonces@lapresse.ca**
DÉCÈS 514.285.6816 **deces@lapresse.ca**
CARRIÈRES 514.285.7320 **carrieres@lapresse.ca**
PUBLICITÉ 514.285.6931

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

SiriusXM

LES RECRUES DODGE
FIER COMMANDITAIRE DU HOCKEY MINEUR PARTOUT AU CANADA



LA LIQUIDATION TOTALE D'AUTOMNE

Jeep Compass North 4x4
2012 montré**

7L /100 KM
SUR ROUTE
40 MPG△

OBTENEZ LES CAPACITÉS LÉGENDAIRES D'UN JEEP AU PRIX D'UNE COMPACTE.

JEEP COMPASS SPORT 2012

L'UN DES VUS LES PLUS ABORDABLES AU PAYS√

UN FINANCEMENT À L'ACHAT DE

52 $ ±

PAR SEMAINE POUR 96 MOIS
FRAIS DE TRANSPORT INCLUS

OU ACHETEZ

À PARTIR DE :

17 995 $ ‡

LE PRIX INCLUT 1 750 $ DE REMISE AU COMPTANT[Ω] ET LES FRAIS DE TRANSPORT.

ÉCONOMISEZ 1 595 $ EN FRAIS DE TRANSPORT
SUR UNE QUANTITÉ LIMITÉE DE 182 VÉHICULES NORTH SÉLECTIONNÉS*

QUAND LE HAUT DE GAMME ATTEINT DES SOMMETS DE PERFORMANCE ET DE LUXE.

JEEP GRAND CHEROKEE LAREDO 4X4 2012

« LE JEEP GRAND CHEROKEE A DÉPASSÉ LES ATTENTES. LE VÉHICULE A IMPRESSIONNÉ. »
– DENIS DUQUET, *GUIDE DE L'AUTO*

LE FINANCEMENT CHOIX DU CLIENT

519 $ @ 1,99 % TAP▾

PAR MOIS — POUR **80 MOIS**

AUCUN ACOMPTE ET LE CHOIX DE RENDRE LE VÉHICULE APRÈS 60 MOIS
FRAIS DE TRANSPORT ET TAXE SUR LA CLIMATISATION INCLUS

OU CHOISISSEZ

567 $ PAR MOIS **@ 0,99 % TAP▾** POUR **71 MOIS**

AUCUN ACOMPTE ET LE CHOIX DE RENDRE LE VÉHICULE APRÈS 48 MOIS

640 $ PAR MOIS **@ 0 % TAP▾** POUR **61 MOIS**

AUCUN ACOMPTE ET LE CHOIX DE RENDRE LE VÉHICULE APRÈS 36 MOIS

FRAIS DE TRANSPORT ET TAXE SUR LA CLIMATISATION INCLUS

OU ACHETEZ

À PARTIR DE :

38 995 $ ‡

LE PRIX INCLUT LES FRAIS DE TRANSPORT ET LA TAXE SUR LA CLIMATISATION.

TOP SAFETY PICK 2012 — «MEILLEUR CHOIX SÉCURITÉ» SELON L'IIHS

CONSUMERS BEST BUY DIGEST — GAGNANT «MEILLEUR ACHAT 2012» DE *CONSUMERS DIGEST*

Jeep Cherokee Overland
4x4 2012 montré**

PASSEZ CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER | JEEP$_{MD}$ | DODGE | RAM DU QUÉBEC

www.dodge.ca/offres

MOINS D'ESSENCE. PLUS DE PUISSANCE. UNE VALEUR SÛRE.

15 MODÈLES QUI CONSOMMENT 8,1 L / 100 KM (35 MPG) OU MOINS.

RAM DODGE CHRYSLER Jeep MD

SCANNER ICI POUR PLUS D'OFFRES

« Moins d'essence. Plus de puissance. Une valeur sûre. » est une comparaison entre les gammes complètes 2012 et 2011 de Chrysler Canada. La consommation d'essence réelle de votre véhicule varie selon le groupe motopropulseur, vos habitudes de conduite et d'autres facteurs. Voyez votre concessionnaire pour des précisions supplémentaires sur le programme *ÉnerGuide 2012*. Les méthodes d'essai utilisées sont celles de Transport Canada. La consommation d'essence réelle de votre véhicule peut varier selon le groupe motopropulseur, vos habitudes de conduite et d'autres facteurs. Voyez votre concessionnaire pour des précisions supplémentaires sur le programme *ÉnerGuide 2012*. Les méthodes d'essai utilisées sont celles de Transport Canada. La consommation d'essence réelle de votre véhicule peut varier selon le groupe motopropulseur, vos habitudes de conduite et d'autres facteurs. Voyez votre concessionnaire pour des précisions supplémentaires sur le programme *ÉnerGuide 2012*. Les méthodes d'essai utilisées sont celles de Transport Canada. La consommation d'essence réelle de votre véhicule varie